

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 353

9 février 2012

SOMMAIRE

Abacus Financial Assets Recovery Corporation S.A.	16900	Fumero Properties S.A.	16925
ACOLIN Fund Management S.A.	16926	Galeria Kaufhof Holding S.à r.l.	16920
Baysing S.à r.l.	16930	Garion Swiss S.à r.l.	16939
Borletti Group EEI S.C.A.	16911	Gehe & Associates Transcommerce S.A.	16911
Brooks International Sàrl	16898	Générale de Négoce S.à r.l.	16928
Escaline S.à r.l.	16909	Générale de Négoce S.à r.l.	16925
Fair Partners S.à r.l. S.C.A.	16900	Génération Loisirs s.à r.l.	16939
Fair Sponsors S.à r.l.	16905	Geofinance	16939
Fair Zero S.à r.l.	16905	Georose 2	16939
Fiduciaire Hoffmann, Ransquin, Thillens	16907	Georose 3	16942
Fidupar S.A.	16905	Georose 5	16943
Financière Star 1	16906	Gespro Invest S.A.	16939
Finarch S.à r.l.	16908	Global Financial and Commercial Holdings S.à r.l.	16926
Finco S.à r.l.	16906	Grangefont S.à r.l.	16940
FINN S.A.	16908	Gulbrand Holding S.à r.l.	16942
Fiscalité, Comptabilité, Gestion s.à r.l. ...	16909	Halny S.à r.l.	16943
Fiscalux	16909	Hines Luxembourg S.à r.l.	16912
Five S.A.	16909	HMac Investments S.à r.l.	16942
Fonds Rusnano Capital SA	16906	ISIWIS Research S.à r.l.	16912
FREO Financial & Real Estate Operations S.à r.l.	16910	J. Ray McDermott (Luxembourg) S.à r.l.	16910
Freo Group Holding Sàrl	16911	Logistique Investissements S.A.	16910
Freo Team Sàrl	16911	Mezarine Investment S.à r.l.	16906
Fumero Properties S.A.	16912	Premium Carwash S.à r.l.	16928
Fumero Properties S.A.	16911	S.A. CBR Asset Management	16908
Fumero Properties S.A.	16925	Wento Poland S.à r.l.	16943

Brooks International Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9227 Diekirch, 50, Esplanade.

R.C.S. Luxembourg B 165.802.

STATUTS

L'an deux mille onze, le quinze décembre.

Par-devant Maître Marc LECUIT, notaire de résidence à Mersch.

A COMPARU

La société de droit de l'Etat fédéral de la Floride «THE BROOKS GROUP, INC.», établie et ayant son siège social à 7108 Fairway Drive, Suite 335, Palm Beach Garden, Florida 33418 (Etats-Unis d'Amérique), immatriculée au «Florida Department of State Division of Corporations» (Etats-Unis), sous le numéro P0000059120 (ci-après la «Comparante»), représentée par Monsieur Luigi Giuseppe DAMASCENO, né le 13 décembre 1958 à Pennsylvania (Etats-Unis d'Amérique), demeurant à 10430 Nancy Drive, Meadville, PA 16335 (Etats-Unis d'Amérique),

agissant en sa qualité de «Managing Director» de la prédite société,

lui-même ici représenté par Monsieur Joé HEMES, comptable, né le 22 décembre 1984 à Luxembourg (Luxembourg), demeurant à 20, rue de Wiltz, L-9154 Grosbous (Luxembourg),

en vertu d'une procuration sous seing privé à lui délivrée.

Laquelle procuration, après avoir été paraphée «ne varietur» par le notaire instrumentant et le mandataire de la Comparante, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle Comparante a requis le notaire instrumentant de documenter, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle entend constituer comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la «Société») et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après les «Statuts»), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 11 et 14, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. La Société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle a encore pour objet l'achat, la vente, la gestion et la mise en valeur de son patrimoine immobilier, ainsi que toutes opérations commerciales, industrielles ou financières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social de la Société et ce, tant à Luxembourg qu'à l'étranger.

La Société est autorisée à contracter des emprunts pour son propre compte.

La Société peut exercer ses activités tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société aura la dénomination «BROOKS INTERNATIONAL SARL».

Art. 5. Le siège social est établi dans la commune de Diekirch.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

Art. 6. Le capital social est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12.500.-EUR) représenté par CENT (100) parts sociales d'une valeur nominale de CENT VINGT CINQ EUROS (125.-EUR) chacune.

Art. 7. Le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfiques de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles à des tiers que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance.

Le(s) gérants ne sont pas obligatoirement associés.

Le(s) gérant(s) est/sont révocables ad nutum.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) aura(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du conseil de gérance.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il en est) de ces mandataires, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance seront adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. L'associé unique exerce tous pouvoirs qui lui sont conférés par l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de part qu'il détient.

Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui.

Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 15. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre.

Art. 16. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 17. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Art. 18. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 19. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Souscription et Libération

Les parts sociales ont été toutes souscrites par THE BROOKS GROUP, INC., pré-qualifiée	100 parts sociales
TOTAL	100 parts sociales

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées en numéraire de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12.500.-EUR) est à la libre disposition de la Société ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence au jour de la constitution de la Société et se termine le trente et un décembre 2012.

Frais

La Comparante a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ MILLE EUROS (1.000.- EUR).

Décisions de l'associée unique

1) La Société est administrée par le gérant suivant: Monsieur Luigi Giuseppe DAMASCENO, pré-qualifié.

La Société sera engagée en toutes circonstances par sa seule signature.

2) L'adresse de la Société est fixée à L-9227 Diekirch, 50, Esplanade.

DONT ACTE, fait et passé à Mersch, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la Comparante, connu du notaire instrumentant par nom, prénom, qualité et demeure, ce dernier a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: J. HEMES, M. LECUIT.

Enregistré à Mersch, le 16 décembre 2011. Relation: MER/2011/2614. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A. MULLER.

POUR COPIE CONFORME.

Mersch, le 2 janvier 2012.

Référence de publication: 2012002287/128.

(120000717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2012.

Fair Partners S.à r.l. S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 135.513.

Les comptes annuels au 30 juin 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012001703/10.

(120000304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

Abacus Financial Assets Recovery Corporation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 153.196.

In the year two thousand and eleven, on the thirteenth of December.

Before Us Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, (Grand-Duchy of Luxembourg).

Was held an extraordinary general meeting of the sole shareholder of the public limited liability company ("société anonyme") "ABACUS FINANCIAL ASSETS RECOVERY CORPORATION S.A.", (the "Company"), with registered office in 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, inscribed in the Trade and Companies' Register of Luxembourg, section B, under the number 153.196, incorporated by deed of the undersigned notary, on May 18th, 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1417 of July 10th, 2010; whose articles of association have been rectified by deed of the same notary on October 4th, 2010, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, number 2452 of November 13th, 2010.

The meeting is presided by Mrs Corinne PETIT, private employee, professionally residing in L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo.

The Chairman appoints as secretary Mr Gianpiero SADDI, private employee, with same professional address.

The meeting elects as scrutineer Mr Raymond THILL, maître en droit, with same professional address.

A) That the agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. Amendment of article 6 of the Articles of Incorporation;
2. Amendment of article 7 of the Articles of Incorporation;
3. Amendment of article 9 of the Articles of Incorporation;
4. Resignation of Mr José CORREIA and discharge to grant him;
5. Appointment or, as the case may be, confirmation of the mandate of the following persons as managers of the Company for an undetermined term as from the date hereof as follows:

- As Category A Directors:

* Mrs Carolyn CAMPBELL, general counsel and managing director, born on May 5, 1966, in Connecticut (United States of America), having her professional address at 1602 L Street NW, Washington, DC, United States of America, having her professional address at 1602 L Street NW, Washington, DC, United States of America;

* Mrs Aurélie PUJO, principal counsel, born on June 27, 1979, in Tarbes (France), having her professional address at rue du lac d'Ourmia, Tunis 1053, Tunisia.

- As Category B Directors:

* Mr Christophe DAVEZAC, born on February 14th, 1964, in Cahors (France), having his professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

* Mr Frédéric SALVADORE, born on September 3rd, 1973, in Charleroi (Belgium), having his professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

6. Miscellaneous.

B) That the sole shareholder, present or represented and its corresponding number of shares held are shown on the attendance list, this attendance list being signed by the sole shareholder present or represented by a proxyholder and by the chairman, secretary, scrutineer and the undersigned notary.

C) That the proxy of the represented shareholder, signed "ne varietur" by the appearing parties, the chairman, secretary, scrutineer and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

D) That all of the share capital are present or represented at the present meeting and that the sole shareholder, present or represented, declare having been informed of the agenda prior to this meeting and thus waiving to the usual formalities required for convening this meeting.

E) That the present meeting, representing all of the share capital, is thus regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolves to amend article 6 of the Articles so that it reads henceforth as follows:

“ **Art. 6.** The Company is managed by a Board of Directors (hereinafter, the Board of Directors) composed of at least three (3) members either shareholders or not, who are appointed for a period not exceeding six (6) years by the general meeting of shareholders which may at any time remove them.

The number of directors, their term and their remuneration are fixed by the general meeting of the shareholders.

In case of a single shareholder, the Company may be managed by a sole director (the Sole Director) who assumes all the rights, duties and liabilities of the Board of Directors.

The general meeting of shareholders may decide to appoint directors of two different classes, being class A directors and class B directors. Any such classification of directors shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the directors be identified with respect to the class they belong.”

Second resolution

The sole shareholder resolves to amend article 7 of the Articles so that it reads henceforth as follows:

“ **Art. 7.** The Board of Directors will elect from among its members a chairman (hereinafter, the Chairman).

The Board of Directors is convened upon call by the Chairman, as often as the interest of the Company so requires. It must be convened each time two (2) directors of any category so request.

Written notice of any meeting of the Board of Directors will be given to all directors, in writing or by telefax or electronic mail (e-mail), at least twenty-four (24) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. This notice may be waived if all the directors are present and/or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the Board of Directors.

A director of any category may be represented at the board of directors by another director of any category, and a director of any category may represent several directors of any category.

The Board of Directors can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present and/or represented by proxies. Any decisions taken by the Board of Directors shall require a simple majority of the directors. In case of ballot, the Chairman has a casting vote. In the event however the general meeting of shareholders has appointed different classes of directors (namely class A directors and class B directors) any resolutions of the board of directors may only be validly taken if approved by the majority of directors including at least one class A and one class B director (which may be represented).

A written decision, approved and signed by all the directors, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Directors, which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the Board of Directors.

One or more directors may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. Decisions taken during such a meeting may be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members having participated.”

Third resolution

The sole shareholder resolves to amend article 9 of the Articles so that it reads henceforth as follows:

“ **Art. 9.** The Company will be bound in any circumstances by the signature of the Sole Director or, in case of plurality of directors, by the joint signatures of any two (2) directors. In the event however the general meeting of shareholders has appointed different classes of directors (namely class A directors and class B directors) the Company will only be validly bound by the joint signature of one class A director and one class B director (including by way of representation).”

Fourth resolution

The sole shareholder accepts the resignation of Mr José CORREIA as Director of the Company with immediate effect and grants him full discharge for the execution of his mandate up to this date.

Fifth resolution

The sole shareholder resolves to appoint or, as the case may be, confirm the mandate of the following persons as managers of the Company for an undetermined term as from the date hereof as follows:

- As Category A Directors:

* Mrs Carolyn CAMPBELL, general counsel and managing director, born on May 5, 1966, in Connecticut (United States of America), having her professional address at 1602 L Street NW, Washington, DC, United States of America, having her professional address at 1602 L Street NW, Washington, DC, United States of America;

* Mrs Aurélie PUJO, principal counsel, born on June 27, 1979, in Tarbes (France), having her professional address at rue du lac d'Ourmia, Tunis 1053, Tunisia.

- As Category B Directors:

* Mr Christophe DAVEZAC, company director, born on February 14th, 1964, in Cahors (France), having his professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

* Mr Frédéric SALVADORE, chartered accountant, born on September 03, 1973, in Charleroi (Belgium), having his professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Costs

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the present deed are estimated at one thousand two hundred euro (EUR 1,200).

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing party, all of whom are known to the notary, the said party appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la version française de ce qui précède

L'an deux mille onze, le seize décembre.

Par-devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique de la société anonyme "ABACUS FINANCIAL ASSETS RECOVERY CORPORATION S.A.", (la "Société"), avec siège social à 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 153.196, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 18 mai 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1417 du 10 juillet 2010 dont les statuts ont été rectifiés suivant acte reçu par le même notaire le 4 octobre 2010, publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2452 du 13 novembre 2010.

L'assemblée est présidée par Madame Corinne PETIT, employée privée, demeurant professionnellement à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Gianpiero SADDI, employé privé, avec même adresse professionnelle.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Raymond THILL, maître en droit, avec même adresse professionnelle.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Modification de l'article 6 des Statuts;

2. Modification de l'article 7 des Statuts;

3. Modification de l'article 9 des Statuts;

4. Démission de Monsieur José CORREIA et décharge à lui donner;

5. Nomination ou, le cas échéant, confirmation du mandat des personnes suivantes aux fonctions de gérants de la Société pour une durée indéterminée à compter de la date des présentes:

- en tant qu'administrateurs de catégorie A:

* Madame Carolyn CAMPBELL, General Counsel et administrateur-délégué, née le 10 mai 1966, Connecticut (Etats-Unis d'Amérique), ayant son adresse professionnelle au 1602 L Street NW, Washington, DC, Etats-Unis d'Amérique:

* Madame Aurélie PUJO, Pincipal Counsel, née le le 27 juin 1979, à Tarbes (France), ayant son adresse professionnelle au rue du lac d'Ourmia, Tunis 1053, Tunisie.

- en tant qu'administrateurs de catégorie B:

* Monsieur Christophe DAVEZAC, administrateur de société, né 14 février 1964 à Cahors (France), ayant son adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

* Monsieur Frédéric SALVADORE, né le 3 septembre 1973, ayant son adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

6. Divers.

B) Que l'actionnaire unique, présent ou représenté, ainsi que le nombre d'actions possédées par lui-même, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par l'actionnaire unique présent, les mandataires de la partie représentée, les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que la procuration de l'actionnaire unique représenté, signée «ne varietur» par les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que l'actionnaire unique, présent ou représenté, déclare avoir été dûment notifié et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée générale, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'actionnaire unique décide de modifier l'article 6 des Statuts de sorte qu'il ait désormais la teneur suivante:

« **Art. 6.** La Société est administrée par un conseil d'administration (ci-après, le Conseil d'Administration) composé d'au moins trois membres, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six (6) ans, par l'assemblée générale des actionnaires qui peut à tout moment les révoquer.

Le nombre des administrateurs et leur rémunération et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la Société.

Si toutes les actions de la Société sont détenues par un actionnaire unique, la Société peut être administrée par un administrateur unique (l'Administrateur Unique) qui assume alors tous les droits, devoirs et obligations du Conseil d'Administration.

L'assemblée générale des actionnaires pourra décider de nommer des administrateurs de deux classes différentes, les administrateurs de classe A et les administrateurs de classe B. Une telle classification des administrateurs devra être

dûment enregistrée avec le procès-verbal de l'assemblée concernée et les administrateurs devront être identifiés en ce qui concerne la classe à laquelle ils appartiennent.»

Deuxième résolution

L'actionnaire unique décide de modifier l'article 7 des Statuts de sorte qu'il ait désormais la teneur suivante:

« **Art. 7.** Le Conseil d'Administration choisit parmi ses membres un président (ci-après, le Président).

Le Conseil d'Administration se réunit sur la convocation du Président, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux (2) administrateurs de n'importe quelle catégorie le demandent.

Un avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration sera donné à tous les administrateurs par écrit ou télécopie ou courriel (e-mail), au moins vingt-quatre (24) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. Il pourra être passé outre cette convocation si tous les administrateurs sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion individuelle se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

Un administrateur de n'importe quelle catégorie peut être représenté par un autre membre du Conseil d'Administration de n'importe quelle catégorie, et un membre du Conseil d'Administration de n'importe quelle catégorie peut représenter plusieurs administrateurs.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer et prendre des décisions valablement que si une majorité de ses membres est présente et/ou représentée par procurations. Toute décision du Conseil d'Administration doit être prise à la majorité simple. En cas de ballottage, le Président a un vote prépondérant. Cependant, au cas où l'assemblée générale des actionnaires aurait nommé différentes classes d'administrateurs (à savoir des administrateurs de classe A et des administrateurs de classe B), toute résolution du conseil d'administration ne pourra être valablement prise que si elle est approuvée par la majorité des administrateurs, y inclus au moins un administrateur de classe A et un administrateur de classe B (qui pourra être représenté).

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produit effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du Conseil d'Administration dûment convoquée et tenue. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signés par tous les membres du Conseil d'Administration.

Un ou plusieurs administrateurs peuvent participer aux réunions du conseil par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les Administrateurs participant à la réunion de se comprendre mutuellement. Une telle participation équivaut à une présence physique à la réunion. Les décisions prises peuvent être documentées dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.»

Troisième résolution

L'actionnaire unique décide de modifier l'article 9 des Statuts de sorte qu'il ait désormais la teneur suivante:

« **Art. 9.** La Société est engagée en toutes circonstances par la signature de l'Administrateur Unique ou les signatures conjointes de deux (2) administrateurs. Cependant si l'assemblée générale des actionnaires a nommé différentes classes d'administrateurs (à savoir les administrateurs de classe A et les administrateurs de classe B), la Société sera valablement engagée par la signature conjointe d'un administrateur de classe A et de classe B (y inclus par voie de représentation).»

Quatrième résolution

L'actionnaire unique accepte la démission de Monsieur José CORREIA de son mandat d'administrateur de la Société avec effet immédiat et lui donne décharge jusqu'à ce jour.

Cinquième résolution

L'actionnaire unique décide de nommer ou, le cas échéant, confirmer le mandat des personnes suivantes en tant que gérant de la Société pour une durée indéterminée à compter de la date des présentes comme suit:

- en tant qu'administrateurs de catégorie A:

* Madame Carolyn CAMPBELL, General Counsel et administrateur-délégué, née le 10 mai 1966, Connecticut (Etats-Unis d'Amérique), ayant son adresse professionnelle au 1602 L Street NW, Washington, DC, Etats-Unis d'Amérique:

* Madame Aurélie PUJO, Pincipal Counsel, née le le 27 juin 1979, à Tarbes (France), ayant son adresse professionnelle au rue du lac d'Ourmia, Tunis 1053, Tunisie.

- en tant qu'administrateurs de catégorie B:

* Monsieur Christophe DAVEZAC, administrateur de société, né 14 février 1964 à Cahors (France), ayant son adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

* Monsieur Frédéric SALVADORE, né le 3 septembre 1973, ayant son adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

16905

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à mille deux cents euros (1.200.-EUR).

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

Constatation

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la requête de la même partie et en cas de divergences entre le texte français et anglais, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. Petit, G. Saggi, R. Thill et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23 décembre 2011. LAC/2011/58094. Reçu soixante-quinze euros (75.-€).

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Référence de publication: 2012000297/250.

(110213189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Fidupar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 74.296.

—
Extrait du conseil d'administration du 17 novembre 2011

Le Conseil d'Administration prend à l'unanimité la décision de renouveler le mandat de PricewaterhouseCoopers en sa qualité de Réviseur d'Entreprises pour une période d'un an.

Pour copie conforme

Noël DIDIER

Administrateur / Directeur Général

Référence de publication: 2012001715/13.

(120000438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

Fair Sponsors S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 134.872.

—
Les comptes annuels au 30 juin 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012001704/10.

(120000655) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

Fair Zero S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 151.408.

—
Les comptes annuels au 30 juin 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012001705/10.

(120000687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

Financière Star 1, Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 89.404.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 63477 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012001707/10.

(110213339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

Mezarine Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 164.674.

Cession de parts sociales

Suite à la convention de cession de parts sociales, signée en date du 2 janvier 2012 entre:

GALCAP PARTICIPATIONS S.p r.l. une société privée à responsabilité limitée de droit belge, ayant son siège social au 165/6 rue Victor Allard, B-1180 UCCLE et inscrite auprès du Registre des personnes morales de Bruxelles, sous le numéro 0875127862

et

SGG S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 65.906, représentée aux fins des présentes par deux signataires autorisés

L'actionnariat de MEZARINE INVESTMENT S.à r.l. se compose comme suit:

1. GALCAP PARTICIPATIONS S.p r.l. une société privée à responsabilité limitée de droit belge, ayant son siège social au 165/6 rue Victor Allard, B-1180 UCCLE et inscrite auprès du Registre des personnes morales de Bruxelles, sous le numéro 0875127862

Détenant 500 parts sociales

Pour la Société

SGG S.A.

Référence de publication: 2012002524/24.

(120001376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2012.

Finco S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 149.136.

Les comptes annuels au 30 juin 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012001709/10.

(120000279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

Fonds Rusnano Capital SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 6, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 155.461.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 2011.

Référence de publication: 2012001712/10.

(120000006) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

Fiduciaire H.R.T., Fiduciaire Hoffmann, Ransquin, Thillens, Société Civile.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg E 1.713.

L'an deux mille onze, le vingt-deux novembre.

Par devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu:

- 1.- Monsieur Pierre HOFFMANN, expert comptable, demeurant à L7343 Steinsel, 16, rue des Templiers, ici représenté par Monsieur Romain THILLENS, ci-après qualifié, en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée à Luxembourg, le 24 octobre 2011, ci-annexée;
- 2.- Monsieur Dominique RANSQUIN, expert comptable, demeurant à L-5250 Sandweiler, 25, rue de Remich, ici représenté par Monsieur Romain THILLENS, ci-après qualifié, en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée à Luxembourg, le 29 septembre 2011, ci-annexée;
- 3.- Monsieur Romain THILLENS, expert comptable, demeurant à B4790 Burg-Reuland; Espeler 6,
- 4.- Monsieur Philippe RICHELLE, expert comptable, demeurant à B-6637 Fauvillers, 46C, rue du Centre, ici représenté par Monsieur Romain THILLENS, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée à Luxembourg, le 29 septembre 2011, ci-annexée.

Lesdites procurations, après avoir été signées «ne varietur» par le comparant et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, agissant tant en son nom personnel qu'en tant que mandataire de Messieurs Dominique RANSQUIN, Pierre HOFFMANN et Philippe RICHELLE, prénommés, a requis le notaire instrumentant d'acter que:

(i) Les comparants spécifiés ci-dessus aux points 1) – 4), sont les seuls associés de la société «FIDUCIAIRE HOFFMANN, RANSQUIN, THILLENS», en abrégé «FIDUCIAIRE H.R.T., Société Civile», société civile de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section E sous le numéro 1713, constituée suivant acte notarié en date du 24 mai 1995, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 414 du 29 août 1995 (ciaprès dénommée «la Société»).

Les statuts de la Société ont été modifiés en dernier suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 30 décembre 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 500 du 27 mai 2005.

(ii) Le capital social de la Société est fixé actuellement à SOIXANTE MILLE EUROS (60.000,-EUR) représenté par deux cent quarante (240) parts sociales d'une valeur nominale de DEUX CENT CINQUANTE EUROS (250,-EUR) chacune, détenues comme suit:

Monsieur Pierre HOFFMANN	60
Monsieur Dominique RANSQUIN	60
Monsieur Romain THILLENS	60
Monsieur Philippe RICHELLE	60

(iii) Les personnes comparantes ci-devant spécifiées, reconnaissant être parfaitement au courant des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Mise en liquidation de la Société;
2. Nomination de liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs;
3. Décharge aux gérants,

ont requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés ont décidé de mettre la Société en liquidation avec effet immédiat.

Deuxième résolution

Les associés ont décidé de nommer comme liquidateurs de la Société, en conformité avec l'article 26 des statuts de la Société, les gérants de la Société, à savoir Messieurs Pierre HOFFMANN, Dominique RANSQUIN, Philippe RICHELLE et Romain THILLENS, prénommés, agissant conjointement.

Troisième résolution

Les associés ont décidé que, dans l'exercice de leurs fonctions, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes d'administration, de gestion et de disposition intéressant la Société, quelle que soit la nature ou l'importance des opérations en question. Les liquidateurs disposeront de la signature sociale et seront habilités

à représenter la Société vis-à-vis des tiers, notamment en justice, que ce soit en tant que demandeur ou en tant que défendeur.

Les liquidateurs peuvent renoncer à des droits de propriété ou à des droits similaires, à des gages, ou actions en rescision, ils peuvent accorder mainlevée, avec ou sans quittance, de l'inscription de tout gage, saisie ou autre opposition.

Les liquidateurs peuvent, sous leur propre responsabilité et pour une durée qu'ils fixent, confier à une ou plusieurs personnes des pouvoirs qu'ils estiment appropriés pour l'accomplissement de certains actes particuliers.

Quatrième résolution

Les associés ont décidé d'accepter la démission des gérants et leur donnent pleine et entière décharge pour l'accomplissement de leur mandat jusqu'à ce jour.

Dont acte, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire des comparants, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: R. THILLENS, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 25 novembre 2011. Relation: EAC/2011/15791. Reçu douze Euros (12.-EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2012001714/69.

(120000621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

S.A. CBR Asset Management, Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 37.015.

Lors de l'assemblée générale ordinaire reportée tenue en date du 24 novembre 2011, les actionnaires ont décidé:

1. de renouveler le mandat des administrateurs suivants:

- Christian Leclercq, avec adresse au 65, Avenue du Pérou, 1000 Bruxelles, Belgique

- Daniel Gauthier, avec adresse au 33, Chemin de Stoisy, 1400 Nivelles, Belgique

- Rita De Smaele, avec adresse au 20, Oude Lindenstraat, 1800 Villvoorde, Belgique

pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2011 et qui se tiendra en 2012.

2. de renouveler le mandat de Eurofid S.à r.l., avec siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg en tant que commissaire aux comptes, pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2011 et qui se tiendra en 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2011.

Référence de publication: 2012001950/19.

(120000674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

Finarch S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3429 Dudelange, 208, route de Burange.

R.C.S. Luxembourg B 78.384.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mondorf-les-Bains, le 30 décembre 2011.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2012001717/11.

(110213395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

FINN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20A, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 152.171.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012001718/10.

(120000516) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

Escaline S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 111.789.

Conformément à l'article 3 de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés, nous, Equity Trust Co. (Luxembourg) S.A., vous informons dans notre capacité de domiciliataire, de la dénonciation de la convention de domiciliation conclue le 17 octobre 2005 entre les sociétés:

Equity Trust Co. (Luxembourg) S.A.

et

Escaline S.à r.l.

Luxembourg R.C.S. B111789

Siège social:

46A Avenue J.F.Kennedy

L-1855 Luxembourg

Equity Trust Co. (Luxembourg) S.A., comme domiciliataire de Escaline S.à r.l. dénonce la domiciliation de cette société. Cette dénonciation est valable à compter du 16 novembre 2011.

Luxembourg, le 29 décembre 2011.

Equity Trust Co. (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2012002816/21.

(120001029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2012.

FISCOGES s.à r.l., Fiscalité, Comptabilité, Gestion s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8362 Grass, 4, rue de Kleinbettingen.

R.C.S. Luxembourg B 61.071.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Gérant

Référence de publication: 2012001719/12.

(110213284) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

Fiscalux, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9530 Wiltz, 12, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 144.768.

Les comptes annuels arrêtés au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012001720/9.

(110213412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

Five S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 120.143.

Par la présente nous vous informons que la Fiduciaire EURO CONSEIL ENTREPRISE S.A. dénonce avec effet immédiat le siège social de la société FIVE SA immatriculée au RC de Luxembourg sous le numéro B 120.143.

A compter de ce jour le siège social de la société FIVE S.A. ne se situe plus rue de l'Industrie, coin des Artisans, 3895 FOETZ (Luxembourg).

Samedi 31 décembre 2011.

La Direction

Référence de publication: 2012001722/12.

(12000066) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

Logistique Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 135.529.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Il résulte de l'assemblée générale des actionnaires tenue en date du 23 décembre 2011 que:

- le rapport du commissaire à la liquidation en date du 23 décembre 2011 a été approuvé;
- décharge pleine et entière a été accordée au liquidateur et au commissaire à la liquidation;
- les livres et documents sociaux seront conservés pour une durée de cinq années au siège social d'Amicorp Luxembourg S.A. actuellement situé au 11-13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg;
- la clôture de la liquidation a été prononcée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 2011.

Pour Logistique Investissements S.A., en liquidation volontaire

Utility Corporate Services S.à r.l.

Représenté par M. Stéphane HEPINEUZE

Liquidateur

Référence de publication: 2012002849/21.

(120001099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2012.

J. Ray McDermott (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 153.195.

—
La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Luxembourg), en date du 14 mai 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1435 du 13 juillet 2010.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J. Ray McDermott (Luxembourg) S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2012001791/14.

(120000147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

FREO Financial & Real Estate Operations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 106.651.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012001724/10.

(120000094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

Borletti Group EEI S.C.A., Société en Commandite par Actions.

R.C.S. Luxembourg B 148.852.

Conformément à l'article 3 (1) de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés, ATC Corporate Services (Luxembourg) S.A. informe de la dénonciation de la convention de domiciliation conclue le 1^{er} octobre 2009 pour une durée indéterminée entre les deux sociétés:

- Société domiciliée:

* Borletti Group EEI S.C.A.

* Immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 148.852

* Dont le siège social sis au 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg fait l'objet de la présente dénonciation et ce avec effet au 24 novembre 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 26 décembre 2011.

ATC Corporate Services (Luxembourg) S.A.

Signature

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2012002094/19.

(120000190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

Gehe & Associates Transcommerce S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 5, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 86.103.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012001737/9.

(120000007) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

Freo Group Holding Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 149.027.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012001725/10.

(120000083) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

Freo Team Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 149.026.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012001726/10.

(120000309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

Fumero Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 10, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 122.682.

Avec effet au 14 novembre 2011, je vous fais part de ma démission en tant que commissaire de votre Société (...).

As from 14 November 2011, I hereby tender my resignation as a commissaire of your company (...).

Luxembourg, le 14 novembre 2011.

Pour C.R.C. Cabinet de Révision & Conseil S.A.

Référence de publication: 2012001727/11.

(110213334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

Fumero Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 10, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 122.682.

Avec effet au 14 novembre 2011, je vous fais part de ma démission en tant qu'administrateur de votre Société (...)

As from 14 November 2011, I hereby tender my resignation as a director of your company (...)

Luxembourg, le 14 novembre 2011.

Kaloyan Stoyanov.

Référence de publication: 2012001728/10.

(110213334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

ISIWIS Research S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.500.000,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 148.711.

En date du 31 décembre 2011, l'associé Thierry Borceux, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, a transféré la totalité de ses 32.325 parts sociales à Kelmuir Holding Limited, avec siège social au 11, Limassol Avenue, Galatariotis Building, 2112 Nicosia, Chypre.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 janvier 2012.

Référence de publication: 2012001786/13.

(120000667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

Hines Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 382.500,00.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 123.574.

In the year two thousand eleven, on the thirteenth day of December.

Before us Maître Edouard Delosch, notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Hines Luxembourg LLC, a limited liability company incorporated under the laws of the Delaware, United States of America, having its registered office at Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, United States of America,

hereby represented by Maître Emmanuel-Frédéric Henrion, avocat, residing professionally in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given in Houston, Texas, United States of America, on 9 December 2011.

This proxy, signed ne varietur, by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary will remain attached to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, through its proxyholder, has requested the undersigned notary to state and record that the Shareholder is the sole shareholder of Hines Luxembourg S.à r.l. (the "Sole Shareholder"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-), with registered office at 205, Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of Maître Gerard Lecuit, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 28 December 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 381 of 15 March 2007 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 123.574. The articles of incorporation of the Company have for the last time been amended following a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 26 September 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2564 of 21 October 2008.

The Sole Shareholder, represented as above mentioned, having recognised to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1 To increase the corporate capital of the Company by an amount of three hundred and seventy thousand Euros (EUR 370,000.-) and to issue three thousand seven hundred (3,700) new shares, with a nominal value of one hundred Euros (EUR 100.-), having the same rights and privileges as the existing shares so as to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-), represented by one hundred and twenty five (125) shares, with a nominal value of one hundred Euros (EUR 100.-), to three hundred and eighty two thousand five hundred Euros (EUR 382,500.-), represented by three thousand eight hundred and twenty five (3,825) shares, with a nominal value of one hundred Euros (EUR 100.-);

2 To amend paragraph 1 of article 6 of the articles of incorporation of the Company in order to reflect the capital increase of the Company;

3 To amend article 4 of the articles of incorporation of the Company;

4 To amend article 12 of the articles of incorporation of the Company;

5 To amend article 13 of the articles of incorporation of the Company;

6 To amend article 14 of the articles of incorporation of the Company;

7 To amend article 15 of the articles of incorporation of the Company;

8 To amend article 20 of the articles of incorporation of the Company;

9 To amend article 21 of the articles of incorporation of the Company;

10 To amend article 26 of the articles of incorporation of the Company;

11 To amend the denomination of Hines International Fund Management LLC and Kenneth Macrae from "A Managers" of the Company to "Managers" of the Company;

12 To appoint Mr Jean-Baptiste Willot as Manager of the Company for an unlimited period of time; and

13 Miscellaneous.

has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to increase the corporate capital of the Company by an amount of three hundred and seventy thousand Euros (EUR 370,000.-) and to issue three thousand seven hundred (3,700) new shares, with a nominal value of one hundred Euros (EUR 100.-), having the same rights and privileges as the existing shares so as to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-), represented by one hundred and twenty five (125) shares, with a nominal value of one hundred Euros (EUR 100.-) each, to three hundred and eighty two thousand five hundred Euros (EUR 382,500.-), represented by three thousand eight hundred and twenty five (3,825) shares, with a nominal value of one hundred Euros (EUR 100.-) each.

Subscription - Payment

The Sole Shareholder represented by Maître Emmanuel-Frédéric Henrion, prenamed, by virtue of the aforementioned proxy, declared to subscribe for three thousand seven hundred (3,700) new shares, at a nominal value of one hundred Euros (EUR 100.-) each, at an aggregate issue price of three hundred seventy thousand Euros (EUR 370,000.-) by a payment in cash.

The amount of three hundred seventy thousand Euros (EUR 370,000.-) was thus as from that moment at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary.

Second resolution

The Sole Shareholder resolved to amend article 6 of the articles of incorporation of the Company in order to reflect the above resolutions. Said article will from now read as follows:

" **Art. 6. Issued Capital.** The issued capital of the Company is fixed at three hundred and eighty-two thousand five hundred Euros (EUR 382,500.-), represented by three thousand eight hundred and twenty-five (3,825) shares, with a nominal value of one hundred Euros (EUR 100.-) each, all of which are fully paid up.

In addition to the capital, there may be set up a premium account into which any premium amount paid on any share in addition to its nominal value (including any payment made on warrants attached to any shares, bonds, notes or similar instruments) is transferred.

The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares, which the Company may redeem from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve."

Third resolution

The Sole Shareholder resolved to amend article 4 of the articles of incorporation of the Company in order to enable the Company to carry out (i) as part of its principal object, all operations related to the activities of a registrar agent and the other activities authorized to be conducted by a registrar agent under Luxembourg law and administration services

to Luxembourg and foreign undertakings and to (ii) additional activities such as the holding of participations, the acquisition of securities or rights and the participation in the establishment or development and control of any companies or enterprises to the extent that these additional activities are ancillary to the principal object of the Company. Said article will from now read as follows:

" **Art. 4. Object.** The object of the Company is to carry out all operations related to the activities of a registrar agent, as defined in article 25 of the law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended, under any form and all operations related thereto. The maintaining of the registers of one or more financial instruments includes the reception and execution of orders relating to such financial instruments, of which they are the necessary accessory. The Company may also perform all the other activities authorized to be conducted by a registrar agent under Luxembourg law, which notably includes the activities of a client communication agent, a financial sector administration agent, a domiciliary agent, and/or a professional providing Company formation and management services.

In addition, the object of the Company includes the provisions of administration services to Luxembourg or foreign undertakings, notably undertakings for collective investment, including accounting, financial reporting and net asset value calculation.

The further object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign companies, the control, the management, as well as the development of these participations to the extent that such participations are ancillary to the object of the Company mentioned in the first and second paragraph of these Articles.

It may acquire any securities or rights by way of share participations, subscriptions, negotiations or in any manner, participate in the establishment, development and control of any companies or enterprises and render them any assistance to the extent that such acquisitions are ancillary to the object of the Company mentioned in the first and second paragraph of these Articles.

It may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds, which may be convertible."

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolved to amend article 12 of the articles of incorporation of the Company in order to suppress the list of the tasks that an appointed officer of the Company may undertake and appoint three managers instead of two. Said article will from now read as follows:

" **Art. 12. Managers.** The Company will be managed and administered by three Managers whether shareholders or not ("Manager" or together the "Managers").

Each Manager is appointed for a limited or unlimited duration by the sole shareholder or the general meeting of shareholders.

While appointing the Managers, the sole shareholder or the general meeting of shareholders, will establish the tenure and the powers and competence of the Managers.

The shareholder(s) may decide to remove a Manager, with or without cause. Each Manager may resign as well. The shareholder(s) decide upon the compensation of each Manager, if any.

The death, incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting a Manager, as well as its resignation or removal for any cause will not put the Company into liquidation.

The Managers may also appoint officers of the Company considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Managers. Officers need not be a Manager or shareholder of the Company. The officers appointed shall have the powers and duties entrusted to them by the Managers.

In no circumstance may an officer of the Company represent the Company towards third parties per Article 15 unless duly authorized by the Managers according to the delegation of powers in Article 14."

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolved to amend article 13 of the articles of incorporation of the Company to modify the powers of the managers. Said article will from now read as follows:

" **Art. 13. Powers of the Managers, Meetings of the Managers, Minutes.** Without prejudice and subject to Articles 14 and 15, any two Managers are vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's corporate object. All powers not expressly reserved by the Law or by the Articles of Incorporation to the shareholder(s) are in the competence of the Managers."

The resolutions of the Managers shall be recorded in writing and the minutes shall be signed by at least two Managers.

Decisions of the Managers shall be held at the registered office or at such other place outside of the United Kingdom as Managers may from time to time determine. Any Manager may act by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another Manager as his proxy. Any proxies will remain attached to the minutes of the resolutions taken at such meetings.

Managers may participate in a meeting of the Managers by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other provided that no Manager may so participate if, at the time of such participation, he is physically present in the UK. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

A written decision, signed by all the Managers concerned is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Managers concerned. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers."

Sixth resolution

The Sole Shareholder resolved to amend article 14 of the articles of incorporation of the Company in order to modify the regime of delegations of powers. Said article will from now read as follows:

" **Art. 14. Delegation of Powers.** Managers may delegate signatory powers or proxies, or entrust permanent or temporary predefined functions to persons or agents chosen by them."

Seventh resolution

The Sole Shareholder resolved to amend article 15 of the articles of incorporation of the Company in order to modify the regime of the representation of the Company by the Managers. Said article will from now read as follows:

" **Art. 15. Representation of the Company.** The Company shall be bound towards third parties by the joint signatures of any two Managers or the sole signature of any person to whom such signatory power has been delegated pursuant to Article 14 above, but only within the limits of such power."

Eighth resolution

The Sole Shareholder resolved to amend article 20 of the articles of incorporation of the Company in order to modify the majority requirement. Said paragraph of the said article will from now on read as follows:

" **Art. 20. Procedure, Vote.** Any resolution whose purpose is to amend the present Articles of Incorporation or whose adoption is subject by virtue of these Articles of Incorporation or, as the case may be, the Law to the quorum and majority rules set for the amendment of the Articles of Incorporation will be taken by a majority of shareholders representing at least seventy five per cent (75%) of the issued capital.

Except as otherwise required by the Law or by the Articles of Incorporation, all other resolutions will be taken by shareholders representing more than fifty per cent (50%) of the issued capital.

One vote is attached to each share."

Ninth resolution

The Sole Shareholder resolved to amend article 21 of the articles of incorporation of the Company so that it reads as follows:

" **Art. 21. Minutes of meetings of the shareholders.** The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the shareholders present or their proxyholders or by the chairman, the secretary and the scrutineer of the meeting if such a bureau has been appointed.

The resolutions adopted by the single shareholder shall be documented in writing and signed by the single shareholder.

Copies or extracts of the written resolutions adopted by the shareholder(s), as well as of the minutes of the general meeting of shareholders to be produced in judicial proceedings or otherwise may be signed by any one Manager."

Tenth resolution

The Sole Shareholder resolved to amend article 26 of the articles of incorporation of the Company so that it reads as follows:

" **Art. 26. Independent auditor.** The general meeting of Shareholders shall appoint a "réviseur d'entreprises agréé" who shall carry out an audit of the annual accounts of the Company."

Eleventh resolution

The Sole Shareholder resolved to amend the denomination of Hines International Fund Management LLC, a US Delaware limited liability company professionally residing at 2800 Post Oak Boulevard, Houston, Texas 77056 and Mr Kenneth Macrae, a UK citizen with passport number 202809090, professionally residing at 205 route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, from "A Managers" of the Company to "Managers" of the Company.

Twelfth resolution

The Sole Shareholder resolved to appoint as Manager of the Company for an unlimited period of time, Mr Jean-Baptiste Willot, a French citizen with passport number 02ZC50428 and professionally residing at 205 route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at one thousand eight hundred euro (EUR 1,800.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such proxyholder signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le treize décembre.

Par-devant nous Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Rambrouch, Grand Duché de Luxembourg.

A comparu:

Hines Luxembourg LLC, une société de Droit de Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social à Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, Etats-Unis d'Amérique,

représentée aux fins des présentes par Maître Emmanuel-Frédéric Henrion, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, aux termes d'une procuration donnée le 9 décembre 2011 à Houston, Texas, Etats-Unis d'Amérique.

Ladite procuration, signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme dit-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter qu'elle est la seule et unique associée de Hines Luxembourg S.à r.l. (l'«Associé Unique»), une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant un capital social de douze mille cinq cents euro (EUR 12.500,-), dont le siège social est au 205, Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg (la «Société»), constituée suivant acte de Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, le 28 décembre 2006, publié au Mémorial C, Recueil des sociétés et Associations, numéro 381 du 15 mars 2007 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 123.574. Les statuts ont été modifiés la dernière fois par un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, en date du 26 septembre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2564, en date du 21 octobre 2008.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-avant, reconnaissant avoir été dûment et pleinement informé des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1 Augmenter le capital social de la Société d'un montant de trois cent soixante-dix mille euros (EUR 370.000,-) et émettre trois mille sept cent (3.700) nouvelles parts sociales, avec une valeur nominale de cent euros (EUR 100.-), ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-), représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales, avec une valeur nominale de cent euros (EUR 100.-), à trois cent quatre-vingt deux mille cinq cent euros (EUR 382.500,-), représenté par trois mille huit cent vingt-cinq (3.825) parts sociales, avec une valeur nominale de cent euros (EUR 100.-);

2 Modifier le premier paragraphe de l'article 6 des statuts de la société afin de refléter l'augmentation de capital de la Société;

3 Modifier l'article 4 des statuts de la Société;

4 Modifier l'article 12 des statuts de la Société;

5 Modifier l'article 13 des statuts de la Société;

6 Modifier l'article 14 des statuts de la Société;

7 Modifier l'article 15 des statuts de la Société;

8 Modifier l'article 20 des statuts de la Société;

9 Modifier l'article 21 des statuts de la Société;

10 Modifier l'article 26 des statuts de la Société;

11 Modifier la dénomination de Hines International Fund Management LLC et Monsieur Kenneth Macrae de "Gérants A" de la société à "Gérants" de la société;

12 Nommer Monsieur Jean-Baptiste Willot au poste de gérant de la société pour une durée indéterminée; et,

13 Divers.

a requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique a décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de trois cent soixante-dix mille euros (EUR 370.000,-) et d'émettre trois mille sept cents (3.700) nouvelles parts sociales, avec une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales, avec une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, à trois cent quatre-vingt deux mille cinq cents euros (EUR 382.500,-), représenté par trois mille huit cent vingt-cinq (3.825) parts sociales, avec une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune;

Souscription - Paiement

L'Associé Unique, représenté par Maître Emmanuel-Frédéric Henrion, prénommé, en vertu de la procuration précitée, a déclaré souscrire trois mille sept cents (3700) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, à un prix d'émission global de trois cent soixante-dix mille euros (EUR 370.000,-), par un paiement en espèces.

Le montant de trois cent soixante-dix mille euros (EUR 370.000,-) a dès lors été à la disposition de la Société à partir de ce moment, la preuve ayant été rapportée au notaire soussigné.

Deuxième résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier l'article 6 des statuts de la Société pour refléter les résolutions ci-dessus. Ledit article sera dorénavant rédigé comme suit:

« **Art. 6. Capital social émis.** Le capital social émis de la Société est fixé à trois cent quatre-vingt deux mille cinq cent Euros (EUR 382.500,-) représenté par trois mille huit cent vingt cinq (3.825) parts sociales d'une valeur nominale de cent Euros (EUR 100,-) chacune, chaque part sociale étant entièrement libérée.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale (y compris tout paiement effectué sur des warrants attachés aux parts sociales, obligations, billets ou instruments similaires) seront transférées.

L'avoir de ce compte de prime d'émission peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des parts sociales des associés par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés, ou pour être affecté à la réserve légale.»

Troisième résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier l'article 4 des statuts de la Société afin d'étendre l'objet social de la Société et lui permettre d'effectuer (i) au titre de son objet social principal, toutes les opérations liées aux activités d'agent de registre et les autres activités qui peuvent être effectuées par un agent de registre en vertu de la loi luxembourgeoise et des services d'administration à des fonds luxembourgeois et étrangers et (ii) des activités additionnelles telles que la prise de participations, l'acquisition de valeurs mobilières ou de droits et la participation dans la création, le développement et le contrôle de toute société ou entreprise dans la mesure où ces activités additionnelles sont accessoires par rapport à l'objet social principal de la Société. Ledit article sera dorénavant rédigé comme suit:

« **Art. 4. Objet.** L'objet de la Société est d'accomplir toutes les opérations en lien avec les activités d'agent de registre, telles que définies à l'article 25 de la loi du 5 avril 1993 sur le secteur financier, telle que modifiée, sous toutes leurs formes, et toutes les opérations qui y sont liées. La tenue des registres de un ou plusieurs instruments financiers comprend la réception et l'exécution d'ordres en relation avec ces instruments financiers, desquels ils sont l'accessoire nécessaire. La Société pourra également effectuer toutes les autres activités que la loi luxembourgeoise permet à un agent de registre d'effectuer, incluant notamment les activités d'un agent de communication à la clientèle, d'un domiciliataire, et/ou d'un professionnel effectuant des services de constitution et de gestion de sociétés.

Par ailleurs, l'objet de la Société inclut la prestation de services d'administration à des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, notamment des organismes de placement collectif, y inclus la comptabilité, le reporting financier et le calcul de la valeur nette d'inventaire.

L'objet complémentaire de la Société est de prendre des participations sous quelque forme que ce soit dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que contrôler, gérer et mettre en valeur ces participations dans la mesure où ces participations sont des activités accessoires à l'objet de la Société tel que mentionné dans les paragraphes premier et deuxième de ces Statuts.

La Société pourra ainsi acquérir tous titres et droits par voie de participation, de souscription, de négociation ou de toute autre manière, participer à l'établissement, à la mise en valeur et au contrôle de toute société ou entreprise, et lui fournir toute assistance dans la mesure où ces acquisitions sont des activités accessoires à l'objet de la Société tel que mentionné dans les paragraphes premier et deuxième de ces Statuts

D'une façon générale, elle prendra toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toute opération qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission d'obligations qui pourront être convertibles.»

Quatrième résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier l'article 12 des statuts de la Société afin de supprimer la liste des tâches pouvant incomber au fondé de pouvoir de la Société, nommé le cas échéant, et de nommer trois gestionnaires au lieu de deux. Ledit article sera désormais rédigé comme suit:

« **Art. 12. Gérants.** La Société sera gérée et administrée par trois gérants, associés ou non (ci-après dénommé le «Gérant» ou ensemble dénommés les «Gérants»).

Chaque Gérant est nommé pour une durée limitée ou illimitée par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés, le cas échéant.

Lors de la nomination des Gérants, l'associé unique ou l'assemblée générale des associés, le cas échéant, fixe (fixent) leur mandat et les pouvoirs et attributions des Gérants.

Chaque Gérant pourra être révoqué avec ou sans motif et remplacé à tout moment sur décision adoptée par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés, le cas échéant. Les Gérants pourront aussi démissionner. L'associé unique ou l'assemblée générale des associés, le cas échéant, pourront aussi décider d'octroyer une compensation à chaque Gérants.

La mort, l'incapacité, la faillite, la déconfiture, ou tout autre évènement similaire affectant un Gérant, de même que sa démission ou sa révocation pour quelque motif que ce soit n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Les Gérants pourront également nommer des fondés de pouvoir de la Société nécessaires pour les besoins de la gestion de la Société. Les Gérants pourront décider de révoquer à tout moment lesdits fondés de pouvoir. Le fondé de pouvoir n'aura pas besoin d'être un Gérant ou un associé de la Société. Les fondés de pouvoir nommés se verront confier leurs pouvoirs et devoirs par les Gérants.

En aucune circonstance, un fondé de pouvoir de la Société ne peut être nommé par les Gérants afin de représenter la Société envers une tierce partie conformément à l'Article 15, à moins d'être dûment autorisé par les Gérants en vertu de la délégation de pouvoirs prévue à l'Article 14 ci-après.»

Cinquième résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier l'article 13 des statuts de la Société afin de modifier les pouvoirs des gérants. Ledit article sera désormais rédigé comme suit:

« **Art. 13. Pouvoirs des Gérants, Assemblée des Gérants, Procès-verbal.** Sans préjudice et sous réserve des Articles 14 et 15, deux Gérants agissant conjointement sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles en vue de la réalisation de l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément par la Loi ou par les Statuts à l'associé unique ou à l'assemblée générale des associés sont de la compétence des Gérants.

Les résolutions des Gérants doivent être consignées par écrit et les procès-verbaux doivent être signés par deux Gérants au minimum.

Les réunions desdits Gérants doivent se tenir au siège social ou à tout autre endroit déterminé en temps voulu par les Gérants à l'exception de la Grande-Bretagne. Chaque Gérant peut agir en nommant par écrit, transmis par tous moyens de communication permettant la transmission de textes écrits, un autre Gérant en tant que son mandataire. Les procurations resteront annexées au procès-verbal des résolutions prises à l'occasion de ces réunions.

Les Gérants peuvent participer aux réunions de Gérants par le biais de conférences téléphoniques, vidéoconférences ou par tout autre moyen similaire de communication permettant la participation simultanée de plusieurs personnes dans la mesure où aucun Gérant ne pourra participer par ce moyen si, au moment de cette participation, il est physiquement présent en Grande-Bretagne. Une telle participation équivaldra à une présence physique lors de la réunion.

Une décision écrite, signée par tous les Gérants concernés est valide comme si elle avait été adoptée lors d'une réunion desdits Gérants. Une telle décision peut être documentée dans un seul document ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu et chacun d'eux devant être signé par un ou plusieurs Gérants.»

Sixième résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier l'article 14 des statuts de la Société afin de modifier le régime de délégation des pouvoirs. Ledit article sera désormais rédigé comme suit:

« **Art. 14. Délégation de pouvoirs.** Les Gérants peuvent conférer des pouvoirs de signature ou mandats spéciaux ou des fonctions déterminées, permanentes ou temporaires, à des personnes ou agents de leur choix.»

Septième résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier l'article 15 des statuts de la Société afin de modifier le régime de représentation de la Société par les Gérants. Ledit article sera désormais rédigé comme suit:

« **Art. 15. Représentation de la Société.** Vis-à-vis des tiers, la Société est engagée soit par la signature individuelle de deux des Gérants agissant conjointement ou par la signature individuelle de toute personne à laquelle un tel pouvoir de signature aura été délégué conformément à l'Article 14, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.»

Huitième résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier l'article 20 des statuts de la Société afin de modifier les exigences de majorité. Ledit paragraphe dudit article sera désormais rédigé comme suit:

« **Art. 20. Procédure, Vote.** Toute décision dont l'objet est de modifier les présents Statuts ou dont l'adoption est soumise en vertu des Statuts, ou selon le cas, en vertu de la Loi, aux règles de quorum et de majorité fixées pour la modification des Statuts sera prise par une majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social émis.

Sauf disposition contraire de la Loi ou des présents Statuts, toutes les autres décisions seront prises par les associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social émis.

Chaque action donne droit à une voix.»

Neuvième résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier l'article 21 des statuts de la Société afin que ledit article soit rédigé comme suit:

« **Art. 21. Procès-verbaux des assemblées générales.** Les procès-verbaux des assemblées générales des associés doivent être signés par les associés présents ou leurs mandataires ou par le Président, le Secrétaire et le Scrutateur de l'assemblée dans le cas d'une nomination de ces derniers.

Les résolutions adoptées par l'associé unique doivent être consignées par écrit et signées par l'associé unique.

Les copies ou extraits des résolutions adoptées par les associés, ou encore les procès-verbaux des assemblées générales des associés à produire en justice ou ailleurs sont signés par un gérant au moins.»

Dixième résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier l'article 26 des statuts de la Société afin que ledit article soit rédigé comme suit:

« **Art. 26. Réviseur d'entreprises.** L'assemblée générale des associés nomme un réviseur d'entreprises agréé qui pratiquera un audit des comptes annuels de la Société.»

Onzième résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier la dénomination de la classe de Gérant attribuée Hines International Fund Management LLC, une société de Droit de Delaware, Etats-Unis, ayant son siège social à 2800 Post Oak Boulevard, Houston Texas 77056, et Monsieur Kenneth Macrae, citoyen de Grande-Bretagne, avec comme numéro de passeport le 202809090, ayant sa résidence professionnelle au 205 route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, ensemble précédemment dénommés «Gérants A» de la Société, afin que ceux-ci soient désormais dénommés «Gérants» de la société.

Douzième résolution

L'Associé Unique a décidé de nommer Monsieur Jean-Baptiste Willot, citoyen français, avec comme numéro de passeport le 02ZC50428, ayant sa résidence professionnelle au 205 route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, au poste de Gérant de la Société pour une durée indéterminée.

Évaluation des frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature que ce soit, payables par la Société en raison du présent acte sont évalués à approximativement mille huit cents euros (EUR 1.800,-).

Dont acte, le présent acte a été établi à Luxembourg, à la date donnée en tête des présentes.

Le notaire instrumentant, qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la partie comparante précitée, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; à la demande de la même partie comparante, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Lecture faite au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état civil et domicile, ce dernier a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: E.-F. Henrion, DELOSCH.

Enregistré à Redange/Attert, le 19 décembre 2011. Relation: RED/2011/2758. Reçu soixante-quinze (75.-) euros

Le Receveur (signé): KIRSCH.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Rambrouch, le 19 décembre 2011.

Référence de publication: 2012002426/403.

(120001519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2012.

Galeria Kaufhof Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 165.801.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausendundelf, am neunten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri HELLINCKX, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

IST ERSCIENEN:

SIGNA Prime Luxembourg S.à r.l., eine luxemburgische société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung), mit Sitz in 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, eingetragen im Handelsund Gesellschaftsregister Luxemburg („Registre du Commerce et des Sociétés Luxembourg“) unter der Nummer B 164984,

hier vertreten durch Martin H. Staratschek, geschäftsansässig in 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, welche am 9. Dezember 2011 ausgestellt wurde.

Die besagte Vollmacht, die von dem Bevollmächtigten der erschienen Partei und vom Notar „ne varietur“ abgezeichnet wurden, bleiben der vorliegenden Urkunde als Anlage beigefügt, um den Registerbehörden eingereicht zu werden.

Die erscheinende Partei, wie oben erklärt vertreten, hat den unterzeichnenden Notar ersucht, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung ("société à responsabilité limitée") (die „Satzung“) wie folgt zu erstellen:

SATZUNG

Kapitel I. - Form, Name, Sitz, Zweck, Dauer

Art. 1. Form - Name. Es wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter dem Namen „Galeria Kaufhof Holding S.à r.l.“ gegründet, die dem luxemburgischen Recht untersteht, das für eine solche juristische Person gilt (nachstehend die "Gesellschaft") insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der geltenden Fassung (nachstehend das "Gesetz") und der vorliegenden Satzung (nachstehend die "Satzung").

Art. 2. Sitz.

2.1 Der Sitz der Gesellschaft wird in Senningerberg (Großherzogtum Luxemburg) errichtet.

2.2 Er kann durch Beschluss einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung der Gesellschafter, die in der Weise beraten, wie dies für eine Satzungsänderung vorgesehen ist, an einen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

2.3 Die Adresse des Geschäftssitzes der Gesellschaft kann innerhalb der Gemeinde Niederanven durch einfachen Beschluss des Alleinigen Geschäftsführers (wie unten definiert) oder, wenn es mehrere Geschäftsführer gibt, durch Entscheidung des Vorstandes (wie unten definiert) verlegt werden.

2.4 Sollte eine Lage eintreten oder als drohend erscheinen, sei sie militärisch, politisch, wirtschaftlich oder sozial, welche die normale Tätigkeit der Gesellschaft an ihrem Sitz verhindern würde, so kann der Sitz der Gesellschaft zeitweilig ins Ausland verlegt werden, bis sich die Lage normalisiert hat; solche vorübergehenden Maßnahmen beeinträchtigen die Nationalität der Gesellschaft nicht, welche, ungeachtet der vorübergehenden Verlegung des Sitzes, eine Luxemburgische Gesellschaft bleibt. Die Entscheidung über die Verlegung des Sitzes ins Ausland erfolgt durch den Alleinigen Geschäftsführer oder, im Falle einer Mehrzahl von Geschäftsführern, durch den Vorstand.

2.5 Die Gesellschaft darf im Großherzogtum Luxemburg und im Ausland Büros und Zweigniederlassungen errichten.

Art. 3. Zweck.

3.1 Hauptzweck der Gesellschaft ist der direkte oder indirekte Erwerb, das Halten, Verwalten, die Entwicklung und der Verkauf von Beteiligungen und Anteilen an luxemburgischen oder ausländischen juristischen Personen, Körperschaften und/oder Personen- und Kapitalgesellschaften (jeweils eine "Tochtergesellschaft"), und zwar in jeder Form gleich welcher Art und insbesondere auch im Wege der Gründung, sowie die Geschäfte der Tochtergesellschaften zu führen.

3.2 Die Gesellschaft kann -direkt und/oder (ggf. auch mehrfach) indirekt über ihre Tochtergesellschaften -grundstückbezogene Investitionen tätigen, insbesondere Grundstücke erwerben, halten, verwalten, entwickeln und veräußern.

3.3 Die Gesellschaft kann auch, direkt oder indirekt, in Vermögenswerte, gleich welcher Art investieren, diese erwerben, halten oder über sie verfügen, in jeder Form gleich welcher Art.

3.4 Die Gesellschaft darf insbesondere folgende Geschäfte tätigen, wobei es sich versteht, dass die Gesellschaft keine Geschäfte tätigen wird, die sie in eine Tätigkeit involvieren würde, die als regulierte Aktivität im Finanzbereich zu betrachten ist:

(a) sich Geld, in welcher Form auch immer, zu leihen oder Kredite, in welcher Form auch immer, zu erhalten und Geld aufzunehmen, insbesondere durch, aber nicht beschränkt auf, die Ausgabe, immer auf privater Basis, von Anleihen, Schuldscheinen, Eigenwechseln und anderen Schuld- oder Kapitalinstrumenten, seien sie konvertibel oder nicht, und durch die Verwendung von Finanzderivaten oder auf andere Art;

(b) Geld vorzuschießen, auszuleihen oder zu hinterlegen oder Kredit zu vergeben, an oder mit, oder irgendein Schuldinstrument, welches von einer luxemburgischen oder ausländischen juristischen Person ausgegeben wurde, zu zeichnen oder zu kaufen, unter geeignet erscheinenden Bedingungen, mit oder ohne Sicherheit;

(c) Garantien, Haftungsübernahmen, Bürgschaften, Verpfändungen und/oder jede andere Form von Sicherheit abschließen/gewähren, sei es durch persönliche Verpflichtung oder durch Hypothek oder Belastung des Unternehmens oder eines Teils davon, von (gegenwärtigen oder künftigen) Vermögenswerten oder durch alle oder eine dieser Methoden, und zwar sowohl für die Ausführung von Verträgen oder Verpflichtungen der Gesellschaft als auch für die Ausführung von Verträgen oder Verpflichtungen oder anderweitig zu Gunsten ihrer Tochtergesellschaften, innerhalb der Grenzen und im Einklang mit den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts.

3.5 Die Gesellschaft kann alle rechtlichen, geschäftlichen, technischen und finanziellen Investitionen oder Transaktionen vornehmen und allgemein alle Transaktionen tätigen, die notwendig sind, um ihren Gesellschaftszweck zu erfüllen, sowie alle Transaktionen, die in direkter oder indirekter Verbindung zu der Erleichterung der Erfüllung ihres Gesellschaftszwecks in allen oben beschriebenen Bereichen stehen.

Art. 4. Dauer. Die Gesellschaft wird für eine unbegrenzte Dauer errichtet.

Kapitel II. - Kapital, Anteile

Art. 5. Anteilskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital wird auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,00) festgesetzt, eingeteilt in zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1,00) (die „Anteile“).

5.2 Zur weiteren Finanzierung der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft (und deren Tochtergesellschaften) werden die Gesellschafter die Gesellschaft mit weiteren Mitteln ausstatten, und zwar in Form von Gesellschaftskapital, Agio, Zuschüssen oder anderen Einlagen, Gesellschafterdarlehen und/oder in anderer Form (insgesamt die „Finanzierungsbeiträge“), die die Gesellschaft ggf. wiederum (ganz oder teilweise und wiederum gleich in welcher Form) an ihre Tochtergesellschaften weitergeben/ausreichen wird. Das Verhältnis der der Gesellschaft von ihren Gesellschaftern zugeführten Finanzierungsbeiträge/nominal zueinander wird als „Finanzierungsquote“ bezeichnet.

5.3 Die vorstehenden Regelungen des Artikels 5.2 begründen keinen Anspruch der Gesellschaft oder einer Tochtergesellschaft auf entsprechende Mittelzuführung. Vielmehr bedürfen entsprechende Mittelzuführungen jeweils eines entsprechenden Beschlusses der Gesellschafterversammlung gemäß Artikel 13.9 dieser Satzung.

5.4 Sofern in diesem Gesellschaftsvertrag nicht ausdrücklich etwas anderes bestimmt ist, berechtigt jeder Anteil zur Ausübung gleicher Rechte.

5.5 Die Gesellschaft kann im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen ihre eigenen Anteile zurückkaufen.

Art. 6. Unteilbarkeit der Anteile. Gegenüber der Gesellschaft sind die Anteile der Gesellschaft unteilbar, da nur ein Eigentümer pro Anteil zugelassen ist. Miteigentümer müssen eine einzige Person als ihren Vertreter gegenüber der Gesellschaft bestimmen.

Art. 7. Übertragung von Anteilen.

7.1 Existiert nur ein einziger Gesellschafter, so sind die seitens des einzigen Gesellschafters gehaltenen Anteile der Gesellschaft frei übertragbar.

7.2 Existieren mehrere Gesellschafter, so können die seitens der Gesellschafter jeweils gehaltenen Anteile (i) frei zwischen den Gesellschaftern und (ii) in Anwendung der Voraussetzungen von Artikel 189 und 190 des Gesetzes an Nichtgesellschafter übertragen werden.

Kapitel III. - Geschäftsführung

Art. 8. Geschäftsführung.

8.1 Die Verwaltung der Gesellschaft obliegt einem (1) oder mehreren Geschäftsführern, die nicht notwendigerweise Gesellschafter sind (der/die "Geschäftsführer").

8.2 Wenn zwei (2) und mehr Geschäftsführer ernannt werden so ist es ihre Aufgabe, die Gesellschaft zusammen als Vorstand (der "Vorstand") zu führen.

8.3 Die Geschäftsführer brauchen keine Gesellschafter zu sein. Der/die Geschäftsführer wird/werden von der Gesellschafterversammlung, die deren Anzahl festlegt, für eine bestimmte oder unbestimmte Dauer bestellt. Er/sie ist/sind wieder wählbar, können jedoch jederzeit durch einen Beschluss des Alleingeschafters oder der Gesellschafterversammlung mit oder ohne Grund abberufen werden.

Art. 9. Befugnisse des Alleinigen Geschäftsführers oder des Vorstands.

9.1 In seinen Beziehungen mit Dritten hat der Alleinige Geschäftsführer oder, bei Existenz mehrerer Geschäftsführer, der Vorstand, die weitgehendsten Befugnisse, unter allen Umständen im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen und Transaktionen auszuführen und zu genehmigen, die mit dem Zweck der Gesellschaft im Einklang stehen, und unter dem Vorbehalt, dass die Bestimmungen dieses Artikels dabei eingehalten werden.

9.2 Die Gesellschafter haben die Befugnis, eine interne Geschäftsordnung zu erlassen, über die der Alleinige Geschäftsführer bzw. der Vorstand in Kenntnis gesetzt werden und die für diese jeweils bindend ist.

9.3 Alle Befugnisse, die nicht durch das Gesetz oder die gegenwärtige Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Alleinigen Geschäftsführers oder, bei Existenz mehrerer Geschäftsführer, des Vorstands.

Art. 10. Vertretung der Gesellschaft. Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft (i) bei Existenz eines Alleinigen Geschäftsführers durch die alleinige Unterschrift des Alleinigen Geschäftsführers gebunden; oder, (ii) bei Existenz mehrerer Geschäftsführer durch die gemeinsame Unterschrift von jeweils zwei Geschäftsführern der Gesellschaft gebunden; sowie (iii) im Übrigen von jeglicher Person, der durch die gemäß vorstehend (i) oder (ii) jeweils vertretungsberechtigten Geschäftsführer eine entsprechende Befugnis übertragen wurde/wird.

Art. 11. Delegation und Beauftragter des Alleinigen Geschäftsführers oder des Vorstands.

11.1 Der Alleinige Geschäftsführer oder, bei Existenz mehrerer Geschäftsführer, der Vorstand, kann seine Befugnisse für spezifische Aufgaben an einen oder mehrere Ad-hoc-Beauftragte/n delegieren.

11.2 Der Alleinige Geschäftsführer oder, bei Existenz mehrerer Geschäftsführer, jeder Geschäftsführer, wird die Verantwortlichkeiten und gegebenenfalls die Vergütung des entsprechenden Beauftragten, die Dauer des Vertretungszeitraums sowie jegliche sonstigen relevanten Bedingungen von dessen Beauftragung festlegen.

Art. 12. Sitzung des Vorstands.

12.1 Bei Existenz mehrerer Geschäftsführer gelten folgende Regeln:

Die Sitzungen des Vorstands werden durch jedweden Geschäftsführer einberufen. Der Vorstand kann einen Vorsitzenden ernennen. Die Sitzungen des Vorstands finden in Luxemburg statt.

12.2 Der Vorstand kann ohne vorherige Benachrichtigung wirksam beraten und beschließen, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und auf die Voraussetzungen und Formvorschriften für die Einberufung verzichtet haben.

12.3 Jeder Geschäftsführer kann für jede Sitzung des Vorstands einen anderen Geschäftsführer durch Ernennung, die schriftlich oder per Telegramm oder Telefax oder Brief erfolgen kann, zu seinem Vertreter bestellen und durch diesen Vertreter handeln, insbesondere abstimmen. Mündliche Ernennungen sind zulässig und wirksam, wenn sie zu einem späteren Zeitpunkt schriftlich (Fax genügt) bestätigt werden.

12.4 Der Vorstand kann nur dann wirksam beraten und beschließen, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse des Vorstands werden mit einfacher Mehrheit angenommen.

12.5 Der Einsatz von Video-und/oder Telefonkonferenzen ist gestattet, sofern jeder teilnehmende Geschäftsführer alle anderen teilnehmenden Geschäftsführer hören kann und von allen anderen teilnehmenden Geschäftsführern gehört werden kann, unabhängig davon, ob dabei diese Technologie verwendet wird oder nicht, und jeder teilnehmende Geschäftsführer gilt als anwesend und ist befugt, per Video oder Telefon abzustimmen. Der Einsatz von Videound/oder Telefonkonferenzen soll auf Ausnahmefälle beschränkt bleiben.

12.6 Im Übrigen können Beschlüsse auch schriftlich (Fax oder Brief) gefasst werden, sofern sich alle Geschäftsführer hieran beteiligen. Ein entsprechender Beschluss kann in einem einzigen Dokument oder in mehreren separaten Dokumenten festgehalten werden, die den gleichen Inhalt haben und von allen Mitgliedern des Vorstands unterzeichnet sind. Dergestalt gefasste schriftliche Beschlüsse sind ordnungsgemäß und wirksam, als ob sie bei einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Sitzung des Vorstands angenommen worden wären. Die Fassung von schriftlichen Beschlüssen soll auf Ausnahmefälle beschränkt bleiben.

12.7 Das Protokoll einer Sitzung des Vorstands wird von allen bei der Sitzung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführern unterzeichnet.

12.8 Auszüge werden von jedweden Geschäftsführer beglaubigt, oder von jedweder Person, die durch jedweden Geschäftsführer oder bei einer Sitzung des Vorstands ernannt wurde.

Kapitel IV. - Gesellschafterversammlung

Art. 13. Befugnisse der Gesellschafterversammlung - Stimmen.

13.1 Existiert nur ein Gesellschafter, so vereint jener einzige Gesellschafter alle Befugnisse auf sich, die per Gesetz der Gesellschafterversammlung übertragen wurden, und fasst die Beschlüsse in Schriftform.

13.2 Existieren mehrere Gesellschafter, so kann jeder Gesellschafter unabhängig von der Anzahl der in seinem Eigentum befindlichen Anteile an Gesellschafterversammlungen teilhaben. Jeder Gesellschafter hat seinem Anteilseigentum entsprechende Stimmrechte. Alle Anteile gewähren die gleichen Stimmrechte.

13.3 Der Vorstand oder der einzelne Geschäftsführer berufen die Gesellschafterversammlungen ein oder schlagen schriftliche Gesellschafterbeschlüsse vor. Im Übrigen erfolgt die Einberufung/der Beschlussvorschlag durch die Gesellschafter, die mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals darstellen.

13.4 Das Einberufungsschreiben einer Gesellschafterversammlung, sowie die damit verbundene Tagesordnung an jeden einzelnen Gesellschafter mindestens innerhalb von 8 (acht) Tagen vor der Versammlung gesendet werden. Ausnahme hiervon ist die jährliche ordentliche Gesellschafterversammlung für welche die Einberufung mindestens innerhalb von 21 (einundzwanzig) Tagen vor dem Datum der Versammlung stattfinden muss.

13.5 Sind alle Gesellschafter anwesend oder vertreten, so können sie auf jegliche Formvorschriften für die Einberufung verzichten, und die Versammlung kann ohne vorherige Benachrichtigung wirksam abgehalten werden.

13.6 Existieren mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter, so müssen die Beschlüsse der Gesellschafter in Versammlungen verabschiedet werden, die im Einklang mit den einschlägigen Rechtsvorschriften einberufen werden müssen.

13.7 Existieren mehrere Gesellschafter, jedoch nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter, können die Beschlüsse der Gesellschafter in schriftlicher Form gefasst werden. Sind die zu fassenden Beschlüsse von den Geschäftsführern an die Gesellschafter übermittelt worden, so sind die Gesellschafter verpflichtet innerhalb von fünfzehn (15) Kalendertagen seit dem Eingang des Textes des vorgeschlagenen Beschlusses ihre Entscheidung zu treffen und sie der Gesellschaft durch jedes, die Schriftlichkeit gewährleistendes Kommunikationsmittel, zukommen zu lassen. Derartige Beschlussfassungen sollen auf Ausnahmefälle beschränkt bleiben.

13.8 Ein Gesellschafter kann bei einer Gesellschafterversammlung durch einen Bevollmächtigten, der schriftlich zu ernennen ist (oder per Fax oder E-Mail oder jegliches ähnliche Medium), vertreten werden. Der Bevollmächtigte muss kein Gesellschafter sein.

13.9 Beschlüsse sind -vorbehaltlich jeglicher sonstigen Bestimmungen des Gesetzes und dieser Satzung -nur dann rechtsgültig verabschiedet, sofern sie von Gesellschaftern angenommen werden, die gemeinsam mehr als die Hälfte des Anteilskapitals besitzen, ausgenommen jedoch

(a) Beschlüsse, welche die Satzung ändern, die einer (numerischen) Mehrheit der Gesellschafter bedürfen, die mindestens drei Viertel des Anteilskapitals der Gesellschaft beträgt;

(b) ein Beschluss über die Änderung der Staatszugehörigkeit der Gesellschaft, der Einstimmigkeit erfordert;

(c) Beschlüsse über eine Mittelzuführungen an die Gesellschaft, die grundsätzlich ebenfalls der Einstimmigkeit bedürfen, abweichend hiervon jedoch lediglich eines Beschlusses des/der zuführenden Gesellschafter für den Fall, dass die Mittelzuführung zur Abwendung der Insolvenz der Gesellschaft oder einer Tochtergesellschaft erforderlich oder aus anderen Gründen dringend geboten ist.

Kapitel V. - Geschäftsjahr, Gewinnausschüttung

Art. 14. Geschäftsjahr.

14.1 Das Geschäftsjahr der Gesellschaft ist das Kalenderjahr (1. Januar bis 31. Dezember).

14.2 Jedes Jahr am einunddreißigsten Dezember werden die Konten geschlossen und die Geschäftsführer stellen ein Inventar auf, in dem sämtliche Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft aufgeführt sind.

14.3 Jeder Gesellschafter oder sein Bevollmächtigter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in das Inventar und die Bilanz nehmen.

14.4 Besteht die Gesellschaft aus mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschaftern, kann dieses Recht nur während der fünfzehn (15) Kalendertage vor Abhaltung der jährlichen Gesellschafterversammlung ausgeübt werden.

Art. 15. Aufsicht der Gesellschaft.

15.1 Wenn die Anzahl der Gesellschafter fünfundzwanzig (25) übertrifft, muss die Aufsicht durch einen Aufsichtsrat bestehend aus einem oder mehreren Prüfern ("commissaires") erteilt werden. Diese können sowohl Gesellschafter als auch Nichtgesellschafter sein.

15.2 Wenn die Grenzwerte, vorgesehen in Artikel 35 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 (in seiner geänderten Fassung) über das Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister erreicht werden, muss die Gesellschaft ihre Jahresbilanzen durch einen oder mehreren unabhängige zugelassene Wirtschaftsprüfer ("réviseurs d'entreprise agréé") prüfen lassen. Diese Wirtschaftsprüfer werden bei der Gesellschafterversammlung oder durch den Alleingesellschafter ernannt. Die Wirtschaftsprüfer werden innerhalb der Mitglieder des "Institut des réviseurs d'entreprises" ausgewählt.

15.3 Unabhängig der vorgenannten Grenzwerte, können jederzeit einer oder mehrere Wirtschaftsprüfer durch Beschluss der Gesellschafterversammlung oder durch die Alleingesellschafterin ernannt werden, die die Ausführungsmodalitäten seines Mandats/ihrer Mandate festlegen.

Art. 16. Gewinnverteilung, -ausschüttung, Erlösrückführung.

16.1 Von dem jährlichen Reingewinn der Gesellschaft werden fünf Prozent (5%) der gesetzlich vorgesehenen Rücklage zugewiesen. Diese Verpflichtung entfällt sobald und solange diese Rücklage die Höhe von zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals erreicht.

16.2 Soweit nach der Zuweisung zur gesetzlichen Rücklage verfügbare Mittel zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, schlägt der Vorstand wie der verbleibende jährliche Reingewinn verteilt werden soll, indem sie diesen vollständig oder teilweise einer Rücklage zuweisen, auf das nächste Geschäftsjahr vortragen oder, zusammen mit vorgetragenen Gewinnen, ausschüttbaren Rücklagen oder Ausgabepremien an die Gesellschafter ausschütten.

16.3 Die Gesellschafter sind am Gewinn und Verlust der Gesellschaft -in Abweichung zu ihrer Beteiligung am Gesellschaftskapital der Gesellschaft (Nennbetrag der auf ihre Anteile einzuzahlenden Beträge) – im Verhältnis der Finanzierungsquote beteiligt, wobei klarstellend festgehalten wird, dass etwaige Rückführungen von Finanzierungsbeiträge an die Gesellschafter (z.B. Rückzahlung/Gesellschafterdarlehen und/oder Auflösung und Rückführung/Rücklage) für die Ermittlung der Finanzierungsquote unerheblich sind, d.h. eingezahlte Finanzierungsbeiträge/nominal sind auch nach ihrer Rückführung/nominal weiterhin in die Finanzierungsquote einzurechnen. Des Weiteren gehen Finanzierungsbeiträge eines ausscheidenden Gesellschafter auf den betreffenden neuen Gesellschafter über (sofern der veräußernde Gesellschafter

nicht sämtliche seiner Anteile veräußert, anteilig), sofern im Übertragungsvertrag nicht der Untergang dieser Finanzierungsbeiträge geregelt ist.

16.4 Die Entscheidung zur Ausschüttung und seine Höhe wird von den Gesellschaftern gemäß den Bestimmungen von Artikel 13 getroffen.

16.5 Ungeachtet der vorstehenden Bestimmungen, kann/können die Gesellschafter/der Gesellschafter, auf Grundlage eines Jahresberichts der Geschäftsführer, beschließen Interimsdividenden an den/die Gesellschafter vor dem Ende des Geschäftsjahres auszuzahlen, wobei davon ausgegangen wird, dass (i) der auszuschüttende Betrag das seit Ende des letzten Geschäftsjahrs, dessen Jahresabschluss gebilligt worden ist, erzielte Ergebnis, zuzüglich des Gewinnvortrags sowie der Entnahmen aus den zu diesem Zweck verfügbaren Rücklagen und vermindert um den Verlustvortrag sowie aufgrund gesetzlicher und satzungsmäßiger Verpflichtungen in die Rücklagen einzustellender Beträge, nicht übersteigt, und dass (ii) ausgezahlte Beträge, die nicht tatsächlichen Gewinnen entsprechen, durch die Gesellschafter zurückerstattet werden.

Kapitel VI. - Liquidation

Art. 17. Auflösung und Liquidation.

17.1 Die Gesellschaft erlischt nicht durch den Tod, die Aufhebung der Bürgerrechte, die Zahlungsunfähigkeit oder den Konkurs des einzigen Gesellschafters oder eines der Gesellschafter.

17.2 Die Liquidation der Gesellschaft wird durch die Gesellschafterversammlung im Einklang mit den einschlägigen Rechtsvorschriften beschlossen.

17.3 Die Liquidation wird durch einen oder mehrere durch die Gesellschafter ernannte Liquidatoren durchgeführt, die Gesellschafter oder andere (natürliche oder juristische) Personen sein können und deren Befugnisse und Vergütung durch die Gesellschafter festgelegt werden.

Kapitel VII. - Anwendbares Recht; Schlussbestimmungen

Art. 18. Anwendbares Recht. Im Hinblick auf alle Aspekte, die in dieser Satzung nicht spezifisch geregelt sind, wird auf die relevanten Bestimmungen des Gesetzes verwiesen.

Art. 19. Schlussbestimmungen.

19.1 Sollten einzelne Bestimmungen dieser Satzung ganz oder teilweise unwirksam sein oder werden oder sollte diese Satzung eine Lücke aufweisen, soll -soweit vom Gesetz erlaubt -dies die Gültigkeit der übrigen Bestimmungen dieser Satzung nicht berühren. Vielmehr sind die Gesellschafter verpflichtet, anstelle der ungültigen oder fehlenden Bestimmung eine solche Bestimmung gemäß den Bestimmungen des Gesetzes und der Satzung zu vereinbaren, wie sie die vernünftigerweise vereinbart hätten, hätten sie bei Verabschiedung dieser Satzung die Unwirksamkeit oder das Fehlen der betreffenden Bestimmung erkannt.

19.2 Alle das Gesellschaftsverhältnis betreffenden Vereinbarungen zwischen den Gesellschaftern oder zwischen der Gesellschaft und den Gesellschaftern bedürfen zu ihrer Wirksamkeit der Schriftform, soweit nicht kraft Gesetzes die notarielle Beurkundung vorgeschrieben ist. Das gilt auch für einen etwaigen Verzicht auf das Erfordernis der Schriftform.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr wird heute beginnen und wird am 31. Dezember 2012 enden.

Zeichnung - Zahlung

Der Komparent erklärt hiermit, die 12.500 (zwölftausendfünfhundert) Anteile mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1,00) wie folgt zu zeichnen:

Zeichner	Anteile
SIGNA Prime Luxembourg S.à r.l., vorgenannt,	12.500 Anteile

Alle Anteile wurden per Bareinlage in Höhe von insgesamt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) durch den Komparenten voll eingezahlt.

Die Existenz der Bareinlage wurde dem unterzeichneten Notar nachgewiesen.

Schätzung der Kosten

Die Kosten, Auslagen, Gebühren und Lasten gleich welcher Art, die von der Gesellschaft zu tragen sind oder dieser in Zusammenhang mit ihrer Gründung belastet werden, wurden auf ungefähr eintausendfünfhundert Euro geschätzt.

Gesellschafterversammlung

Unmittelbar nach der Gründung der Gesellschaft hat die vorstehend genannte Person, die das gesamte gezeichnete Kapital vertritt und die an die Versammlung delegierten Befugnisse ausübt, folgende Beschlüsse verabschiedet:

1) Als Geschäftsführer der Gesellschaft auf unbestimmte Dauer werden ernannt:

- Herr Daniel Kranz, Geschäftsführer, geboren am 10. März 1972 in Trier, Deutschland, geschäftsansässig unter der Adresse 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg;

- Herr Martin Staratschek, Geschäftsführer, geboren am 16. Oktober 1976 in Weiden i.d. Opf., Deutschland, geschäftsansässig unter der 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg;

2) Der Sitz der Gesellschaft wird sich an der Adresse 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg befinden.

WORÜBER Protokoll, aufgenommen in Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung des Dokuments an die Komparenten haben diese mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: M. STARATSCHEK und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 16 décembre 2011. Relation: LAC/2011/56383. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG – Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 20. Dezember 2011.

Référence de publication: 2012002394/292.

(120000775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2012.

Fumero Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 10, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 122.682.

Avec effet au 14 novembre 2011, je vous fais part de ma démission en tant qu'administrateur de votre Société (...).

As from 14 November 2011, I hereby tender my resignation as a director of your company (...).

Luxembourg, le 14 novembre 2011.

Stéphane LATASTE.

Référence de publication: 2012001729/10.

(110213334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

Fumero Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 10, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 122.682.

Avec effet au 14 novembre 2011, je vous fais part de ma démission en tant qu'administrateur de votre Société (...).

As from 14 November 2011, I hereby tender my resignation as a director of your company (...).

Luxembourg, le 14 novembre 2011.

Didier Mc Gaw.

Référence de publication: 2012001730/10.

(110213334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

Générale de Négoce S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 148.091.

EXTRAIT

M. Alain NOULLET, né le 2 novembre 1960 à Berchem Sainte Agathe (Belgique), demeurant professionnellement L-2330 Luxembourg, boulevard de la Pétrusse, 128, informe le R.C.S. Luxembourg de sa démission en date du 29 décembre 2011 de son mandat de gérant de la société Générale de Négoce S.à r.l, société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois au capital de 12.500,- EUR dont le siège est établi L-2330 Luxembourg, boulevard de la Pétrusse, 128, immatriculée au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 148.091.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

M. Alain NOULLET.

Référence de publication: 2012001731/15.

(110213376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

Global Financial and Commercial Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 162.130.

—
EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales avec effet au 17 novembre 2011:

1) Qu'Investindustrial IV L.P. a transféré 125.000 parts sociales, ayant une valeur nominale de 0,10 euro, à International Financial and Commercial Holdings 1 S.A., une société anonyme, ayant son siège social au 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Désormais, l'associé unique de la Société est le suivant:

- International Financial and Commercial Holdings 1 S.A. détient 125.000 parts sociales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2012002119/19.

(120000545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

ACOLIN Fund Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 135.674.

—
Im Jahre zweitausendelf, den zweiundzwanzigsten Dezember

Vor dem unterzeichneten Notar Pierre PROBST, mit dem Amtssitz in Ettelbruck.

Versammelte sich die außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre der Aktiengesellschaft "ACOLIN Fund Management S.A." (Matrikel: 2008 22 00 488), mit Sitz in L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks

eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg Sektion B unter der Nummer 135.674,

gegründet unter dem Firmennamen „FFS Fund Management S.A.“ durch eine Urkunde aufgenommen durch Notar Henri Hellinckx, mit dem Amtssitz in Luxemburg am 09. Januar 2008, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations („Mémorial“), Nummer 411 am 18. Februar 2008, und umfirmiert in „ACOLIN Fund Management S.A.“ durch Urkunde aufgenommen durch Notar Jean-Joseph WAGNER, mit Amtssitz zu Sassenheim am 24. März 2010, veröffentlicht im Mémorial, unter der Nummer 1000 am 12. Mai 2010. Die Satzung der Gesellschaft wurde zum letzten Mal abgeändert am 28. Juli 2010 durch eine Urkunde aufgenommen durch Notar Jean-Joseph WAGNER, mit Amtssitz zu Sassenheim, welche im Mémorial am 5. Oktober 2010 unter der Nummer 2076 veröffentlicht wurde.

gegründet durch eine Urkunde aufgenommen durch Notar Jean Joseph WAGNER mit dem Amtssitz in Sassenheim, am 17. September 2009, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2151 vom 4. November 2009.

Die Generalversammlung wurde eröffnet um Uhr und fand statt unter dem Vorsitz von Herrn Jean-Claude MICHELS, Angestellter, berufsansässig in L-2550 Luxembourg, 36, avenue du X Septembre;

Die Generalversammlung verzichtet einstimmig auf die Berufung eines Sekretärs und eines Stimmzählers.

Der Präsident erklärte und bat sodann den amtierenden Notar zu beurkunden dass:

I. Die erschienenen oder vertretenen Aktionäre der Aktiengesellschaft sowie die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien auf einer Anwesenheitsliste angeführt sind, welche nach Paraphierung durch den Präsidenten und den amtierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde beigegeben bleibt, um mit ihr einregistriert zu werden.

II. Aus der Anwesenheitsliste geht hervor, dass die 200 bestehenden Aktien, welche das gesamte Gesellschaftskapital darstellen, in gegenwärtiger außerordentlichen Generalversammlung zugegen oder vertreten sind, und die Versammlung somit rechtsgültig über sämtliche Punkte der Tagesordnung entscheiden kann.

III. Die Tagesordnung gegenwärtiger Generalversammlung begreift nachfolgende Punkte:

1. Wechsel des Gesellschaftssitzes der Gesellschaft von 4, rue Dicks, L-1417 Luxembourg nach 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg mit Wirkung zum 1. Januar 2012.

2. Änderung des ersten Satzes des Artikels 2 der Satzung der Gesellschaft um die Verlegung des Gesellschaftssitzes nach Senningerberg widerzuspiegeln, sodass dieser wie folgt lautet: «Der Sitz der Gesellschaft befindet sich innerhalb der Gemeinde Niederanven.»

3. Änderung des Gesellschaftszwecks der Gesellschaft, so dass Artikel 3 der Satzung wie folgt lautet:

« **Art. 3.** Die Gesellschaft darf gemäß der Richtlinie 2009/65/EG und deren Abänderungen (nachfolgend: Richtlinie 2009/65/EG) zugelassenen Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren (OGAW) verwalten. Darüber hinaus darf sie andere Organismen für gemeinsame Anlagen (OGA), die nicht unter diese Richtlinie fallen und für die die Verwaltungsgesellschaft einer Aufsicht unterliegt, deren Anteile jedoch nicht in anderen Mitgliedsstaaten der Europäischen Union gemäß der Richtlinie 2009/65/EG vertrieben werden können, sowie sonstiger Luxemburger und ausländischer Investmentvehikel (einschließlich SICARs) verwalten.

Die Gesellschaft kann ihre Tätigkeit im In- und Ausland ausüben, Zweigniederlassungen errichten und alle Handlungen tätigen, die zur Förderung des Vertriebs solcher Anteile und zur Verwaltung dieser OGAW bzw. OGA und SICAR notwendig oder nützlich sind (hierin inbegriffen Tätigkeiten im Zusammenhang mit dem Fondsvertrieb, insbesondere auch für Dritte). Sie kann jedwede Geschäfte tätigen und Maßnahmen treffen, die ihre Interessen fördern oder sonst ihrem Gesellschaftszweck dienen oder nützlich sind, insoweit diese dem Kapitel 15 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen entsprechen.»

4. Abänderung des Artikels 9 und Artikels 23 wegen der Bezugnahme auf das Gesetz vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen.

5. Verschiedenes.

Nachdem vorstehende Punkte seitens der Generalversammlung gutgeheißen wurden, werden folgende Beschlüsse einstimmig gefasst:

Erster Beschluss.

Die Generalversammlung beschließt den Sitz der Gesellschaft mit Wirkung zum 01. Januar 2012 nach L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff, zu verlegen.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, im Zusammenhang mit dem ersten Beschluss, Artikel 2 Satz 1 der Satzung mit Wirkung zum 01. Januar 2012 abzuändern, um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

" **Art. 2.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Niederanven ".

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt den Gesellschaftszweck der Gesellschaft zu ändern, so dass Artikel 3 der Satzung wie folgt lautet:

« **Art. 3.** Die Gesellschaft darf gemäß der Richtlinie 2009/65/EG und deren Abänderungen (nachfolgend: Richtlinie 2009/65/EG) zugelassenen Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren (OGAW) verwalten. Darüber hinaus darf sie andere Organismen für gemeinsame Anlagen (OGA), die nicht unter diese Richtlinie fallen und für die die Verwaltungsgesellschaft einer Aufsicht unterliegt, deren Anteile jedoch nicht in anderen Mitgliedsstaaten der Europäischen Union gemäß der Richtlinie 2009/65/EG vertrieben werden können, sowie sonstiger Luxemburger und ausländischer Investmentvehikel (einschließlich SICARs) verwalten.

Die Gesellschaft kann ihre Tätigkeit im In- und Ausland ausüben, Zweigniederlassungen errichten und alle Handlungen tätigen, die zur Förderung des Vertriebs solcher Anteile und zur Verwaltung dieser OGAW bzw. OGA und SICAR notwendig oder nützlich sind (hierin inbegriffen Tätigkeiten im Zusammenhang mit dem Fondsvertrieb, insbesondere auch für Dritte). Sie kann jedwede Geschäfte tätigen und Maßnahmen treffen, die ihre Interessen fördern oder sonst ihrem Gesellschaftszweck dienen oder nützlich sind, insoweit diese dem Kapitel 15 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen entsprechen.»

Vierter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt Artikel 9 Absatz 1, 1. Halbsatz der Satzung wegen der Bezugnahme auf das Gesetz vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen abzuändern, um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

" **Art. 9.** Die laufende Geschäftsführung der Gesellschaft sowie die diesbezügliche Vertretung Dritten gegenüber werden unter den Bedingungen von Artikel 102 Absatz 1 (c) des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 an die in Artikel 60 des Gesetzes von 1915 aufgeführten Personen übertragen; "

Fünfter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt Artikel 23 der Satzung wegen der Bezugnahme auf das Gesetz vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen abzuändern, um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

" **Art. 23.** Für sämtliche Punkte, welche durch diese Satzung nicht geregelt sind, gelten die luxemburgischen gesetzlichen Bestimmungen, insbesondere das Gesetz von 1915 sowie das Gesetz vom 17. Dezember 2010."

Kosten.

Die Kosten, Gebühren und jedwede Auslagen die der Gesellschaft auf Grund gegenwärtiger Urkunde entstehen, werden geschätzt auf 650,00€.

Worüber Urkunde, Aufgenommen in Ettelbruck, Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung des Vorstehenden an den Anwesenden, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen sowie Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Jean-Claude MICHELS, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, le 23 décembre 2011. Relation: DIE/2011/12298. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur (signé): Ries.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehrt und zum Zwecke der Veröffentlichung im Memorial erteilt.

Ettelbruck, den 3. Januar 2011.

Référence de publication: 2012002231/101.

(120001189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2012.

Générale de Négoce S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 148.091.

—
EXTRAIT

M. Stéphane BIVER, né le 3 août 1968 à Watermaël-Boitsfort (Belgique), demeurant professionnellement L-2330 Luxembourg, boulevard de la Pétrusse, 128, informe le R.C.S. Luxembourg de sa démission en date du 29 décembre 2011 de son mandat de gérant de la société Générale de Négoce S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois au capital de 12.500,- EUR dont le siège est établi L-2330 Luxembourg, boulevard de la Pétrusse, 128, immatriculée au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 148.091.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

M. Stéphane BIVER.

Référence de publication: 2012001732/15.

(110213376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

Premium Carwash S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6693 Mertert, 18A, route de Wasserbillig.

R.C.S. Luxembourg B 135.434.

—
Im Jahre zweitausendelf,
den zwanzigsten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo GOEDERT, mit dem Amtssitz in Grevenmacher.

Sind erschienen:

- 1) Herr Thomas SCHMITZ, Kaufmann, geboren in Trier (D) am 11. März 1967, wohnhaft in D-54634 Bitburg, 1, Burgweg,
- 2) Herr Marco RASKOB, Angestellter, geboren in Bitburg (D) am 14. Februar 1973, wohnhaft in D-54533 Oberkail, 16, Meisburgerstrasse,
- 3) Herr Marco SCHÄLER, Angestellter, geboren in Neuerburg (D) am 30. Juni 1974, wohnhaft in D-54293 Trier, Friedlandstrasse 5,

Welche Komparenten den unterzeichneten Notar ersuchten Folgendes zu beurkunden:

Die Komparenten Thomas SCHMITZ, Marco RASKOB und Marco SCHÄLER sind die alleinigen Gesellschafter der Gesellschaft mit beschränkter Haftung "PREMIUM CARWASH S.à r.l." mit Sitz in L-6693 Mertert, 18A, route de Wasserbillig, eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 135434,

gegründet laut Urkunde, aufgenommen durch den damals zu Grevenmacher residierenden Notar Joseph GLODEN, am 15. Januar 2008, veröffentlicht im Mémorial C, Nummer 377 vom 13. Februar 2008.

Das Gesellschaftskapital im Betrag von zwölftausendvierhundert (12.400.-) Euro ist eingeteilt in einhundert (100) Gesellschaftsanteile zu je einhundertvierundzwanzig Euro (124.- €) pro Anteil.

Die alleinigen Gesellschafter erklären eine Gesellschafterversammlung der Gesellschaft abzuhalten und ersuchen den amtierenden Notar folgende Beschlüsse zu beurkunden:

Erster Beschluss

- 1) Herr Marco RASKOB, vorgenannt, tritt durch Gegenwärtiges ab, unter der gesetzlichen Gewähr an Herrn Thomas SCHMITZ, vorgenannt, der dies annimmt, siebzehn (17) Gesellschaftsanteile, eingetragen auf den Namen von Herrn Marco RASKOB, an der vorgenannten Gesellschaft "PREMIUM CARWASH S.à r.l.", zum Preis von eintausend fünfhundert

Euro (1.500.- €), welchen Betrag der Zedent bekennt vor Errichtung der gegenwärtigen Urkunde von dem Zessionar erhalten zu haben, weshalb der Zedent dem Zessionar hiermit Quittung und Titel bewilligt.

Der Zessionar Herr Thomas SCHMITZ, vorbenannt, wird Eigentümer der ihm abgetretenen Anteile am heutigen Tag und erhält das Gewinnbezugsrecht auf die Dividenden der abgetretenen Anteile ab dem heutigen Tag.

2) Herr Marco RASKOB, vorgenannt, tritt durch Gegenwärtiges ab, unter der gesetzlichen Gewähr an Herrn Marco SCHÄLER, vorbenannt, der dies annimmt, siebzehn (17) Gesellschaftsanteile, eingetragen auf den Namen von Herrn Marco RASKOB, an der vorgenannten Gesellschaft "PREMIUM CARWASH S.à r.l.", zum Preis von eintausend fünfhundert Euro (1.500.- €), welchen Betrag der Zedent bekennt vor Errichtung der gegenwärtigen Urkunde von dem Zessionar erhalten zu haben, weshalb der Zedent dem Zessionar hiermit Quittung und Titel bewilligt.

Der Zessionar Herr Marco SCHÄLER, vorbenannt, wird Eigentümer der ihm abgetretenen Anteile am heutigen Tag und erhält das Gewinnbezugsrecht auf die Dividenden der abgetretenen Anteile ab dem heutigen Tag.

Infolge der vorgenannten Anteilsabtretungen sind Herr Thomas SCHMITZ und Herr Marco SCHÄLER nunmehr die alleinigen Gesellschafter der Gesellschaft mit beschränkter Haftung „PREMIUM CARWASH S.à r.l.“.

Zweiter Beschluss

Infolge der obigen Anteilsabtretungen erklären die alleinigen Gesellschafter Thomas SCHMITZ und Marco SCHÄLER, Artikel sechs der Satzung der Gesellschaft mit beschränkter Haftung "PREMIUM CARWASH S.à r.l." wie folgt abzuändern:

Art. 6. Gesellschaftskapital. Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendvierhundert (12.400.) Euro und ist in einhundert (100) Anteile zu je einhundertvierundzwanzig Euro (124.-€) eingeteilt. Das Gesellschaftskapital wurde wie folgt gezeichnet und zugeteilt:

1) an Herrn Thomas SCHMITZ, Kaufmann, wohnhaft in D-54634 Bitburg, 1, Burgweg, fünfzig Anteile	50
2) an Herrn Marco SCHÄLER, Angestellter, wohnhaft in D- 54293 Trier, Friedlandstrasse 5, fünfzig Anteile	50
Total : einhundert Anteile	100

Alle Anteile sind voll eingezahlt.“

Dritter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung erklärt die Demission von Herrn Marco RASKOB, vorgenannt, als Geschäftsführer der Gesellschaft mit beschränkter Haftung "PREMIUM CARWASH S.à r.l.", mit sofortiger Wirkung anzunehmen und gewährt ihm Entlast.

Die Gesellschafterversammlung bestätigt als Geschäftsführer der Gesellschaft mit beschränkter Haftung „PREMIUM CARWASH S.à r.l.“, die Herren Thomas SCHMITZ und Marco SCHÄLER.

Vierter Beschluss

Gemäß Artikel 190 des Gesetzes vom 10. August 1915, betreffend die Handelsgesellschaften, abgeändert durch das Gesetz vom 18. September 1933, respektive gemäß Artikel 1690 des Code Civil, wird sodann die obige Anteilsabtretung im Namen der Gesellschaft "PREMIUM CARWASH S.à r.l." ausdrücklich angenommen und in ihrem vollen Umfang nach genehmigt durch die zwei Geschäftsführer Thomas SCHMITZ und Marco SCHÄLER, beide vorgenannt.

Die zwei Geschäftsführer erklären desweiteren die Parteien davon zu entbinden, die Anteilsabtretung der Gesellschaft durch Gerichtsvollzieher zustellen zu lassen.

Kosten

Die Kosten und Honorare der gegenwärtigen Urkunde sind zu Lasten der Gesellschaft.

WORUEBER URKUNDE, Aufgenommen wurde zu Grevenmacher, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung an die dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannten Komponenten, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit Uns Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Th. SCHMITZ, M. RASKOB, M. SCHÄLER, C. GOEDERT.

Enregistré à Grevenmacher, le 21 décembre 2011. Relation: GRE/2011/4687. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): R. PETER.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher, den 30. Dezember 2011.

Carlo GOEDERT

Notar

Référence de publication: 2012001907/81.

(120000109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

Baysing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 165.707.

—
STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the twenty-second of December.

Before Us Maître Henri BECK, notary residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

LTA Investments Inc., with registered office at Arango/Orillac Building, East 54th Street, Panama, Republic of Panama, registered with the Panamanian Trade and Corporation Register under number 521268, here represented by Ms. Peggy Simon, with professional address at 9, Rabatt, L-6475 Echternach, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy established on December 21, 2011.

The said proxy, signed *ne varietur* by the proxyholder of the company appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing company, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company:

Chapter I. Form, Name, Registered Office, Object, Duration

Art. 1. Form. There is formed a private limited liability company (hereafter the “Company”), which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular by the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the “Law”), as well as by the present articles of association (hereafter the “Articles”).

The Company is initially composed of one sole shareholder, subscriber of all the shares. The Company may however at any time be composed of several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders, notably as a result of the transfer of shares or the issue of new shares.

Art. 2. Object. The purpose of the Company is the acquisition of ownership interests, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such ownership interests. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and any other securities, including without limitation bonds, debentures, certificates of deposit, trust units, any other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever, including partnerships. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Company may borrow in any form, except for borrowing from the public. It may issue notes, bonds, debentures and any other kind of debt and/or equity securities, including but not limited to preferred equity certificates and warrants, whether convertible or not in all cases. The Company may lend funds, including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities, to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant security interests in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further mortgage, pledge, transfer, encumber or otherwise hypothecate all or some of its assets.

The Company may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against creditors, currency fluctuations, interest rate fluctuations and other risks.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly, further or relate to its purpose.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Name. The Company will have the name of “Baysing S.à r.l.”.

Art. 5. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or, in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Chapter II. Capital, Shares

Art. 6. Subscribed Capital. The share capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares without nominal value.

In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 7. Increase and Reduction of Capital. The capital may be increased, or decreased, in one or several times at any time by a decision of the sole shareholder or by a decision of the shareholders' meeting voting with the quorum and majority rules set out by article 18 of these Articles, or, as the case may be, by the Law for any amendment to these Articles.

Art. 8. Shares. Each share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at the general meetings of shareholders. Ownership of one or several shares carries implicit acceptance of the Articles of the Company and the resolutions of the sole shareholder or the general meeting of shareholders.

Each share is indivisible towards the Company.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

The sole shareholder may transfer freely its shares when the Company is composed of a sole shareholder. The shares may be transferred freely amongst shareholders when the Company is composed of several shareholders. The shares may be transferred to non-shareholders only with the authorization of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the capital, in accordance with article 189 of the Law.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in accordance with article 1690 of the Civil Code.

The Company may redeem its own shares in accordance with the provisions of the Law.

Art. 9. Incapacity, Bankruptcy or Insolvency of a Shareholder. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders.

Chapter III. Manager(s)

Art. 10. Manager(s), Board of Managers. The Company is managed by one or several managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers.

The members of the board might be split into two categories, respectively denominated "Category A Managers" and "Category B Managers".

The managers need not be shareholders. The managers may be removed at any time, with or without legitimate cause, by a resolution of the sole shareholder or by a resolution of the shareholders' holding a majority of votes.

Each manager will be elected by the sole shareholder or by the shareholders' meeting, which will determine their number and the duration of their mandate.

Art. 11. Powers of the Manager(s). In dealing with third parties, the manager or the board of managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object and provide that the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager or the board of managers.

Towards third parties, the Company shall be bound by the sole signature of its sole manager or, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two managers of the Company. In case the managers are split into two categories, the Company shall obligatorily be bound by the joint signature of one Category A Manager and one Category B Manager.

If the manager or the board of managers is temporarily unable to act, the Company's affairs may be managed by the sole shareholder or, in case the Company has several shareholders, by the shareholders acting under their joint signatures.

The manager or board of managers shall have the rights to give special proxies for determined matters to one or more proxyholders, selected from its members or not, either shareholders or not.

Art. 12. Day-to-day Management. The manager or the board of managers may delegate the day-to-day management of the Company to one or several manager(s) or agent(s) and will determine the manager's / agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency. It is understood that the day-to-day management is limited to acts of administration and thus, all acts of acquisition, disposition, financing and refinancing have to obtain the prior approval from the board of managers.

Art. 13. Meetings of the Board of Managers. The meetings of the board of managers are held within the Grand Duchy of Luxembourg.

The board of managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by election among the/those managers present at the meeting.

The board of managers may elect a secretary from among its members.

A manager may be represented by another member of the board of managers.

The meetings of the board of managers may be convened by any two managers by any means of communication including telephone or email, provided that it contains a clear indication of the agenda of the meeting. The board of managers may validly debate without prior notice if all the managers are present or represented.

The board of managers can only validly debate and make decisions if a majority of its members is present or represented by proxies. In case the managers are split into two categories, at least one Category A Manager and one Category B Manager shall be present or represented. Any decisions made by the board of managers shall require a simple majority including at least the favorable vote of one Category A Manager and of one Category B Manager. In case of ballot, the chairman of the meeting has a casting vote.

In case of a conflict of interest as defined in article 15 hereafter, the quorum requirement shall apply and for this purpose the conflicting status of the affected manager(s) is disregarded.

One or more managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication initiated from Luxembourg enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate and deliberate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all members having participated.

A written decision, signed by all managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the board of managers, which was duly convened and held.

Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all members of the board of managers.

Art. 14. Liability - Indemnification. The manager or the board of managers assumes, by reason of its position, no personal liability in relation to any commitment validly made by it in the name of the Company.

The Company shall indemnify any manager or officer and his heirs, executors and administrators, against any damages or compensations to be paid by him/her or expenses or costs reasonably incurred by him/her, as a consequence or in connection with any action, suit or proceeding to which he/she may be made a party by reason of his/her being or having been a manager or officer of the Company, or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he/she is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he/she shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence, fraud or wilful misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which such manager or officer may be entitled.

Art. 15. Conflict of Interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, officer or employee of such other company or firm. Except as otherwise provided for hereafter, any manager or officer of the Company who serves as a manager, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Notwithstanding the above, in the event that any manager of the Company may have any personal interest in any transaction conflicting with the interest of the Company, he shall make known to the board of managers such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such manager's or officer's interest therein shall be reported to the sole shareholder or to the next general meeting of Shareholders.

Chapter IV. Shareholder(s)

Art. 16. General Meeting of Shareholders. If the Company is composed of one sole shareholder, the latter exercises the powers granted by Law to the general meeting of shareholders.

If the Company is composed of no more than twenty-five (25) shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which will be sent by the board of managers to the shareholders by any means of communication. In this latter case, the shareholders are under the obligation to, within a delay of fifteen (15) days as from the receipt of the text of the proposed resolution, cast their written vote and mail it to the Company.

Unless there is only one sole shareholder, the shareholders may meet in a general meeting of shareholders upon call in compliance with Law by the board of managers, failing which by the supervisory board, if it exists, failing which by shareholders representing half the corporate capital. The notice sent to the shareholders in accordance with the Law will specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted.

If all the shareholders are present or represented at a shareholders' meeting and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A shareholder may act at any meeting of the shareholders by appointing in writing, by any means of communication as his proxy another person who need not be a shareholder.

Shareholders' meetings, including the annual general meeting, may be held abroad if, in the judgment of the board of managers, which is final, circumstances of "force majeure" so require.

Art. 17. Powers of the Meeting of Shareholders. Any regularly constituted shareholders' meeting of the Company represents the entire body of shareholders.

Subject to all the other powers reserved to the manager or the board of managers by the Law or the Articles and subject to the object of the Company, it has the broadest powers to carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 18. Procedure, Vote. Any resolution whose purpose is to amend the present Articles or whose adoption is subject by virtue of these Articles or, as the case may be, the Law, to the quorum and majority rules set for the amendment of the Articles will be taken by a majority of shareholders representing at least three quarters of the capital.

The general meeting shall adopt resolutions by a simple majority of votes cast, provided that the number of shares represented at the meeting represents at least one half of the share capital. Blank and mutilated ballots shall not be counted.

One vote is attached to each share.

Chapter V. Financial Year, Distribution of Profits

Art. 19. Financial Year. The Company's accounting year starts on January 1st and ends on December 31st of each year.

Art. 20. Adoption of Financial Statements. At the end of each accounting year, the Company's accounts are established and the manager or the board of managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

The balance sheet and the profit and loss account are submitted to the sole shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders for approval.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 21. Appropriation of Profits. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisation, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five percent (5%) of the net profit will be transferred to the statutory reserve. This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued capital but must be resumed till the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatsoever, it has been broken into.

The balance is at the disposal of the shareholders.

The excess is distributed among the shareholders. However, the shareholders may decide, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after deduction of the reserve and interim dividends if any, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Art. 22. Interim Dividends. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- Interim accounts are established by the manager or the board of managers;
- These accounts show a profit including profits carried forward or transferred to an extraordinary reserve;
- The decision to pay interim dividends is taken by the manager or the board of managers;
- The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the creditors of the Company are not threatened and once five percent (5%) of the net profit of the current year has been allocated to the legal reserve.

Chapter VI. Dissolution, Liquidation

Art. 23. Dissolution, Liquidation. At the time of winding up of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration.

Chapter VII. Applicable Law

Art. 24. Applicable Law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provisions

The first accounting year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on December 31st, 2012.

Subscription – Payment

All the twelve thousand five hundred (12,500) shares have been subscribed by LTA Investments Inc., prenamed.

All the shares have been fully paid in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) is at the disposal of the Company, as has been proven to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at one thousand one hundred Euro (€ 1.100.-).

Resolutions of the sole shareholder

The sole shareholder resolves to:

1. Determine the number of manager at one (1).
2. Appoint the following person as Company's manager:

- Mr. Marcel Stephany, born in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), on September 4th, 1951, residing at 23, Cité Aline Mayrisch, L-7268 Bereldange, Grand Duchy of Luxembourg.

The duration of the manager's mandate is unlimited.

3. Determine the address of the Company at 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Echternach, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy of the Company appearing, she signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le vingt-deux décembre.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

LTA Investments Inc., ayant son siège social à Arango/Orillac Building, East 54th Street, Panama, République de Panama, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Panama sous le numéro 521268,

Représentée par Madame Peggy Simon, ayant son adresse professionnelle au 9, Rabatt, L-6475 Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 21 décembre 2011.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit:

Chapitre I^{er}. Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après «la Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après «la Loi»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après «les Statuts»).

La Société comporte initialement un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales. Elle peut cependant, à toute époque, comporter plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés, par suite notamment, de cession ou transmission de parts sociales ou de création de parts sociales nouvelles.

Art. 2. Objet. La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, incluant sans limitation, des obligations, tout instrument de dette, créances, certificats de dépôt, des unités de trust et en général toute valeur ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée, y compris des sociétés de personnes. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit à l'exception d'un emprunt public. Elle peut procéder, par voie de placement privé, à l'émission de parts et d'obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances incluant, sans limitation, l'émission de «PECS» et des «warrants», et ce convertibles ou non. La Société pourra prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra

en outre gager, nantir, céder, grever de charges tout ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que tout transfert de propriété mobiliers ou immobiliers, qui directement ou indirectement favorisent la réalisation de son objet social ou s'y rapportent de manière directe ou indirecte.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Dénomination. La Société a comme dénomination «Baysing S.à r.l.».

Art. 5. Siège Social. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Chapitre II. Capital, Parts Sociales

Art. 6. Capital Souscrit. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euro (EUR 12.500.-) représenté par douze mille cinq cents (12,500) parts sociales sans valeur nominale.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des parts sociales des associés par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés, ou pour être affecté à la réserve légale.

Art. 7. Augmentation et Diminution du Capital Social. Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une résolution de l'associé unique ou des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité exigées par les Statuts ou, selon le cas, par la Loi pour toute modification des Statuts.

Art. 8. Parts Sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social et une voix à l'assemblée générale des associés. La propriété d'une ou de plusieurs parts sociales emporte de plein droit adhésion aux Statuts de la Société et aux décisions de l'associé unique ou des associés.

Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux.

Les cessions ou transmissions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres, si la Société a un associé unique. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés, si la Société a plusieurs associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément des associés représentant les trois quarts du capital social, en conformité avec l'article 189 de la Loi.

La cession de parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé. De telles cessions ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles aient été signifiées à la Société ou acceptées par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

La Société peut racheter ses propres parts sociales conformément aux dispositions légales.

Art. 9. Incapacité, Faillite ou Déconfiture d'un Associé. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Chapitre III. Gérant(s)

Art. 10. Gérants, Conseil de Gérance. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Les membres peuvent ou non être répartis en deux catégories, nommés respectivement «Gérants de catégorie A» et «Gérants de catégorie B».

Les gérants ne doivent pas être obligatoirement associés. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification légitime, par décision de l'associé unique ou des associés représentant une majorité des voix.

Chaque gérant sera nommé par l'associé unique ou les associés, selon le cas, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat.

Art. 11. Pouvoirs du/des Gérant(s). Dans les rapports avec les tiers, le gérant ou le conseil de gérance a tout pouvoir pour agir au nom de la Société dans toutes les circonstances et pour effectuer et approuver tout acte et opération conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant ou du conseil de gérance.

Envers les tiers, la Société est valablement engagée par la signature de son gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants. Dans l'éventualité où deux catégories de gérants sont créées, la Société sera obligatoirement engagée par la signature conjointe d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B.

Si le gérant ou le conseil de gérance est temporairement dans l'impossibilité d'agir, la Société pourra être gérée par l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, par les associés agissant conjointement.

Le gérant ou le conseil de gérance a le droit de déléguer certains pouvoirs déterminés à un ou plusieurs mandataires, sélectionnés parmi ses membres ou pas, qu'ils soient associés ou pas.

Art. 12. Gestion Journalière. Le gérant ou le conseil de gérance peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs gérant(s) ou mandataire(s) et déterminera les responsabilités et rémunérations (éventuelle) des gérants/mandataires, la durée de la période de représentation et toute autre condition pertinente de ce mandat. Il est convenu que la gestion journalière se limite aux actes d'administration et qu'en conséquence, tout acte d'acquisition, de disposition, de financement et refinancement doit être préalablement approuvé par le gérant ou le conseil de gérance.

Art. 13. Réunions du Conseil de Gérance. Les réunions du conseil de gérance sont tenues au Grand-Duché de Luxembourg.

Le conseil de gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut être présent, un remplaçant sera élu parmi les gérants présents à la réunion.

Le conseil de gérance peut élire un secrétaire parmi ses membres.

Un gérant peut en représenter un autre au conseil.

Les réunions du conseil de gérance sont convoquées par deux gérants par n'importe quel moyen de communication incluant le téléphone ou le courrier électronique, à condition qu'il contienne une indication claire de l'ordre du jour de la réunion. Le conseil de gérance peut valablement délibérer sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou représentés.

Le conseil de gérance ne peut délibérer et prendre des décisions valablement que si une majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations. Dans l'éventualité où deux catégories de gérants sont créées, au moins un Gérant de catégorie A et un Gérant de catégorie B devra être présent ou représenté.

Toute décision du conseil de gérance doit être prise à majorité simple, avec au moins le vote affirmatif d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B dans l'éventualité où deux catégories de gérants sont créées. En cas de ballottage, le président du conseil a un vote prépondérant.

En cas de conflit d'intérêt tel que défini à l'article 15 ci-après, les exigences de quorum s'appliqueront et, à cet effet, il ne sera pas tenu compte de l'existence d'un tel conflit dans le chef du ou des gérants concernés pour la détermination du quorum.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil par conférence call ou par tout autre moyen similaire de communication, à partir du Luxembourg, ayant pour effet que tous les gérants participant et délibérant au conseil puissent se comprendre mutuellement.

Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance, dûment convoquée et tenue.

Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

Art. 14. Responsabilité, Indemnisation. Le gérant ou le conseil de gérance ne contracte à raison de sa fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société.

La Société devra indemniser tout gérant ou mandataire et ses héritiers, exécutant et administrant, contre tous dommages ou compensations devant être payés par lui/elle ainsi que les dépenses ou les coûts raisonnablement engagés par lui/elle, en conséquence ou en relation avec toute action, procès ou procédures à propos desquelles il/elle pourrait être partie en raison de son/sa qualité ou ancienne qualité de gérant ou mandataire de la Société, ou, à la requête de la Société, de toute autre société où la Société est un associé ou un créancier et par quoi il/elle n'a pas droit à être indemnisé(e), sauf si cela concerne des questions à propos desquelles il/elle sera finalement déclaré(e) impliqué(e) dans telle action, procès ou procédures en responsabilité pour négligence grave, fraude ou mauvaise conduite préméditée. Dans l'hypothèse d'une transaction, l'indemnisation sera octroyée seulement pour les points couverts par l'accord et pour lesquels la Société a été avertie par son avocat que la personne à indemniser n'a pas commis une violation de ses obligations telle que décrite ci-dessus. Les droits d'indemnisation ne devront pas exclure d'autres droits auxquels tel gérant ou mandataire pourrait prétendre.

Art. 15. Conflit d'Intérêt. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs gérants ou fondés de pouvoirs de la Société y auront un intérêt personnel, ou en seront gérant, associé, fondé de pouvoirs ou employé. Sauf dispositions contraires ci-dessous, un gérant ou fondé de pouvoirs de la Société qui remplira en même temps des fonctions d'administrateur, associé, fondé de pouvoirs ou employé d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour le motif de cette appartenance à cette société ou firme, automatiquement empêché de donner son avis et de voter ou d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou autre affaire.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un gérant ou fondé de pouvoirs aurait un intérêt personnel dans une opération de la Société, entrant en conflit avec les intérêts de la Société, il en avisera le conseil de gérance et il ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel du gérant ou du fondé de pouvoirs seront portés à la connaissance de l'associé unique ou des associés au prochain vote par écrit ou à la prochaine assemblée générale des associés.

Chapitre IV. Associé(s)

Art. 16. Assemblée Générale des Associés. Si la Société comporte un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la Loi à l'assemblée générale des associés.

Si la Société ne comporte pas plus de vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés peuvent être prises par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel sera envoyé par le conseil de gérance aux associés par le biais de tout moyen de communication. Dans ce dernier cas les associés ont l'obligation d'émettre leur vote écrit et de l'envoyer à la Société, dans un délai de quinze jours suivant la réception du texte de la résolution proposée.

A moins qu'il n'y ait qu'un associé unique, les associés peuvent se réunir en assemblée générale conformément aux conditions fixées par la Loi sur convocation par le conseil de gérance, ou à défaut, par le conseil de surveillance, s'il existe, ou à défaut, par des associés représentant la moitié du capital social. La convocation l'assemblée et elle contiendra l'ordre du jour de l'assemblée générale ainsi qu'une indication des affaires qui y seront traitées.

Au cas où tous les associés sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Tout associé peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, par tout moyen de communication, un mandataire, lequel n'est pas obligatoirement associé.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront appréciées souverainement par le conseil de gérance.

Art. 17. Pouvoirs de l'Assemblée Générale. Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Sous réserve de tous autres pouvoirs réservés au conseil de gérance en vertu de la Loi ou les Statuts et conformément à l'objet social de la Société, elle a les pouvoirs les plus larges pour décider ou ratifier tous actes relatifs aux opérations de la Société.

Art. 18. Procédure - Vote. Toute décision dont l'objet est de modifier les présents Statuts ou dont l'adoption est soumise par les présents Statuts, ou selon le cas, par la Loi aux règles de quorum et de majorité fixée pour la modification des Statuts sera prise par une majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital.

L'assemblée générale adoptera les décisions à la majorité simple des voix émises, à condition que le nombre des parts sociales représentées à l'assemblée représente au moins la moitié du capital social. Les votes blancs et les votes à bulletin secret ne devront pas être pris en compte.

Chaque action donne droit à une voix.

Chapitre V. Année Sociale, Répartition

Art. 19. Année Sociale. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 20. Approbation des Comptes Annuels. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le gérant ou le conseil de gérance prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Les comptes annuels et le compte des profits et pertes sont soumis à l'agrément de l'associé unique ou, suivant le cas, des associés.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 21. Affectation des Résultats. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net est distribué entre les associés.

Le surplus est distribué entre les associés. Néanmoins, les associés peuvent, à la majorité prévue par la Loi, décider qu'après déduction de la réserve légale et des dividendes intérimaires le cas échéant, le bénéfice sera reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

Art. 22. Dividendes Intérimaires. Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment, sous réserve du respect des conditions suivantes:

- Des comptes intérimaires doivent être établis par le gérant ou par le conseil de gérance,
- Ces comptes intérimaires, les bénéfices reportés ou affectés à une réserve extraordinaire y inclus, font apparaître un bénéfice,
- Le gérant ou le conseil de gérance est seul compétent pour décider de la distribution d'acomptes sur dividendes,
- Le paiement n'est effectué par la Société qu'après avoir obtenu l'assurance que les droits des créanciers ne sont pas menacés et une fois que cinq pour cent (5 %) du profit net de l'année en cours a été attribué à la réserve légale.

Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 23. Dissolution, Liquidation. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associé(s) qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Chapitre VII. Loi Applicable

Art. 24. Loi Applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les Statuts, il est fait référence à la Loi.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2012.

Souscription – Libération

Toutes les douze mille cinq cents (12,500) parts sociales ont été souscrites par LTA Investments Inc., préqualifié.

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées par versement en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents Euro (EUR 12.500,-) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille cent Euros (€ 1.100.-).

Décisions de l'associé unique

L'associé unique décide de:

1. Déterminer le nombre de gérant à un (1).
 2. Nommer la personne suivante en tant que gérant de la Société:
 - Monsieur Marcel Stephany, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) le 4 septembre 1951, résidant professionnellement au 23, Cité Aline Mayrisch, L7268 Bereldange, Grand-Duché de Luxembourg.
- La durée du mandat du gérant est illimitée.
3. Déterminer l'adresse du siège social au 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 23 décembre 2011. Relation: ECH/2011/2297. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 28 décembre 2011.

Référence de publication: 2011180500/485.

(110210852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2011.

Geofinance, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8264 Mamer, 23, Ro'dewé.
R.C.S. Luxembourg B 42.582.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES
B.P. 1832 L-1018 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2012001738/12.

(120000640) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

Génération Loisirs s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8210 Mamer, 96, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 126.746.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Mamer, le 02/01/2012.

Référence de publication: 2012001733/10.

(120000372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

Garion Swiss S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 140.895.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 janvier 2012.

Référence de publication: 2012001735/10.

(120000319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

Georose 2, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8264 Mamer, 23, Ro'dewé.
R.C.S. Luxembourg B 42.584.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES
B.P. 1832, L-1018 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2012001741/12.

(120000639) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

Gespro Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.
R.C.S. Luxembourg B 146.649.

*Extrait sincère et conforme du procès-verbal du Conseil
d'Administration tenu à Bertrange en date du 2 décembre 2011*

Il résulte dudit procès-verbal, que Monsieur Gabriel JEAN, demeurant au 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange a été nommé en tant que Président du Conseil d'Administration de la Société à compter de ce jour, conformément à l'Article 7 des Statuts de la Société.

En qualité d'Administrateur-délégué et de Président, Monsieur Gabriel JEAN aura tous les pouvoirs réservés à cette fonction dans les Statuts de la Société.

Bertrange, le 2 décembre 2011.

Pour GESPRO INVEST S.A.

Référence de publication: 2012001747/16.

(120000615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

Grangefont S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 155.011.

In the year two thousand and eleven, on the fourteenth of December.

Before Us, Maître Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

GRANGEFORD LIMITED, a company incorporated under the laws of Cyprus, having its registered office at Lemesou, 77, Elia House, P.C. 2121, Nicosia, Cyprus and registered with the Ministry of Commerce, Industry and Tourism, department of Registrar of Companies and Official Receiver, Nicosia under number HE 231516,

here represented by Ms Danielle Rheindt, private employee, residing professionally at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

by virtue of a proxy given under private seal on December 14, 2011.

The said proxy, initialled "ne varietur" by the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Said appearing party, acting as above stated, has requested the undersigned notary to state that:

- That the company Grangefont S.à r.l., a société à responsabilité limitée, with registered office at 46A, avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade Register section B under number 155.011 (the "Company"), has been incorporated pursuant to a deed of Maître Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, on 13 August 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1720 of August 24, 2010;

- That the appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of the Company and that it has taken, through its mandatory, the following resolutions:

First resolution

In compliance with the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, the Sole Shareholder decides to dissolve the Company and to put it into voluntary liquidation.

Second resolution

As a consequence of the above taken resolution, the Sole Shareholder decides to appoint Fides (Luxembourg) S.A., with registered office at L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy, R.C.S. Luxembourg B 41.469, as liquidator (the "Liquidator") of the Company.

The liquidator has the broadest powers as provided for by articles 144 to 148 bis of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.

It may accomplish all the acts provided for by article 145 without requesting the authorization of the shareholders in the cases in which it is requested.

It may exempt the registrar of mortgages to take registration automatically; renounce all the real rights, preferential rights, mortgages, actions for rescission; remove the attachment, with or without payment of all the preferential or mortgaged registrations, transcriptions, attachments, oppositions or other impediments.

The liquidator is relieved from inventory and may refer to the accounts of the Company.

It may, under its responsibility, for special or specific operations, delegate to one or more proxies such part of its powers it determines and for the period it will fix.

Third resolution

The Sole Shareholder decides to grant a full discharge to the manager for the performance of its mandate until the date hereof.

The Sole Shareholder decides to acknowledge, approve, ratify and adopt as the actions of the Company the actions taken by the manager of the Company for the period beginning at the date of the incorporation of the Company and ending at the date hereof, to waive any claim which the Company may have against the manager of the Company arising as a result of its management of the Company, and to grant it discharge for the accomplishment of its mandate until the date hereof.

16941

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately evaluated at one thousand Euros.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the proxyholder of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same proxyholder of the appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxyholder of the appearing person, known to the notary by her name, first name, civil status and residence, the said proxyholder of the appearing person has signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française

L'an deux mil onze, le quatorze décembre.

Pardevant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

GRANGEFORD LIMITED, une société constituée sous le droit de Chypre et régie par les lois de Chypre, ayant son siège social à Lemesou, 77, Elia House, P.C. 2121, Nicosie, Chypre, immatriculée auprès du Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme, département du Registre des Sociétés et du receveur Officiel sous le numéro HE231516,

ici représentée par Mademoiselle Danielle Rheindt, employée privée, demeurant professionnellement au 46A Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 14 décembre 2011.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la mandataire de la partie comparante es qualité qu'elle agit et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera formalisée.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a exposé au notaire et l'a prié d'acter ce qui suit:

- Que la société dénommée Grangefont S.à r.l., avec siège social au 46A, Avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 155.011 (la "Société"), a été constituée suivant acte reçu par le notaire Maître Kessler, notaire de résidence à Esch sur Alzette, en date du 13 août 2010, publié au Mémorial C numéro 1720 du 24 août 2010;

- Que la partie comparante est la seule associée actuelle ("Associée Unique") de la Société et qu'elle a pris, par sa mandataire, les résolutions suivantes:

Première résolution

Conformément à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée, l'Associée Unique décide de dissoudre la Société et de la mettre en liquidation volontaire.

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède, l'Associée Unique décide de nommer Fides (Luxembourg) S.A., ayant son siège social à L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy, R.C.S. Luxembourg B 41.469, en qualité de liquidateur (le Liquidateur) de la Société.

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148 bis de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée.

Il peut accomplir tous les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation des associés dans les cas où elle est requise.

Il peut dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office; renoncer à tous droits réels, privilégiés, hypothèques, actions résolutoires; donner mainlevée, avec ou sans paiement de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements.

Le liquidateur est dispensé de l'inventaire et peut se référer aux comptes de la Société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales ou déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

Troisième résolution

L'Associée unique décide d'accorder décharge au gérant de la Société pour l'exercice de son mandat jusqu'à la date des présentes.

L'Assemblée décide de reconnaître, approuver, ratifier et reprendre au compte de la Société tous les actes pris par le gérant de la Société pour la période débutant à la date de constitution de la Société et se terminant à ce jour. L'assemblée

renonce à son droit d'exercer tout recours à l'encontre du gérant pour tout acte accompli dans le cadre de son mandat et lui accorde décharge pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à mille euros.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la mandataire de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la mandataire de la partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte à la mandataire de la partie comparante, connue du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, la mandataire de la partie comparante a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: D. RHEINDT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 décembre 2011. LAC/2011/55982. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée;

Luxembourg, le 2 janvier 2012.

Référence de publication: 2012001734/120.

(120000513) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

Georose 3, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8264 Mamer, 23, Ro'dewé.

R.C.S. Luxembourg B 42.585.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES

B.P. 1832 L-1018 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2012001742/12.

(120000637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

HMac Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 127.993.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2012001761/11.

(120000496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

Gulbrand Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 118.975.

Conformément à l'article 3 de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés, nous, Equity Trust Co. (Luxembourg) S.A., vous informons dans notre capacité de domiciliaire, de la dénonciation de la convention de domiciliation conclue ayant effet au 24 août 2006 entre les sociétés:

Gulbrand Holding S.à r.l.

Siège social:

46A, Avenue J.F. Kennedy

L-1855 Luxembourg

Equity Trust Co. (Luxembourg) S.A., comme domiciliataire de Gulbrand Holding S.à r.l. dénonce la domiciliation de cette société. Cette dénonciation est valable à compter du 28 décembre 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Equity Trust Co. (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2012002121/19.

(120000152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

Georse 5, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8264 Mamer, 23, Ro'dewé.

R.C.S. Luxembourg B 42.587.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES

B.P. 1832 L-1018 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2012001744/12.

(120000635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

Halny S.à r.l., Société à responsabilité limitée,

(anc. Wento Poland S.à r.l.).

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 163.482.

In the year two thousand eleven, on the fifteenth day of the month of December.

Before Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Rambrouch (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

Wento Holdings S.à r.l., a limited liability company with registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register at section B under number 147.981,

duly represented by Mr Philippe PONSARD, "ingénieur commercial", residing professionally at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Said proxy, signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated hereabove, requests the undersigned notary to enact the following:

That the said appearing party is the sole member of Wento Poland S.à r.l., a limited liability company with registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register at section B under number 163.482, incorporated by deed of Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Redange-sur-Attert, on 12 September 2011, published in "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" number 2690 of 4 November 2011, (the "company").

All this being declared, the appearing party holding one hundred percent (100%) of the corporate capital of the company, represented as stated hereabove, acting in lieu of the extraordinary general meeting, takes the following resolutions:

First resolution

The sole member decides to change the company's denomination from "Wento Poland S.à r.l." into "Halny S.à r.l.".

Second resolution

As a consequence of the preceding resolution, the sole member decides to amend the article 1 of the by-laws, which henceforth will read as follows:

" **Art. 1.** There exists Halny S.à r.l. a limited liability company governed by these articles and by the relevant legislation."

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the company or which shall be charged to it in connection with the present deed have been estimated at one thousand one hundred fifty Euro (EUR 1,150.-).

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, he signed together with us, Notary, the present original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le quinzième jour de décembre.

Pardevant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Rambrouch (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Wento Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B sous le numéro 147.981,

ici représentée par Monsieur Philippe PONSARD, ingénieur commercial, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, requiert le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Qu'elle est la seule et unique associée de Wento Poland S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B sous le numéro 163.482, constituée le 12 septembre 2011 par acte de Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2690 du 4 novembre 2011, (la "société").

Tout ceci ayant été déclaré, la comparante, représentée comme dit ci-avant, détenant cent pour-cent (100%) du capital de la société, agissant en lieu et place de l'assemblée générale extraordinaire, prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associée unique décide de modifier la dénomination sociale de la société de "Wento Poland S.à r.l." en "Halny S.à r.l."

Seconde résolution

Suite à la résolution qui précède, l'associée unique décide de modifier l'article 1 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 1^{er}** . Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination de Halny S.à r.l., régie par les présents statuts et par les dispositions légales."

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, s'élève approximativement à mille cent cinquante euros (EUR 1.150,-).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français. Sur demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Ph. Ponsard, DELOSCH.

Enregistré à Redange/Attert, le 19 décembre 2011. Relation: RED/2011/2790. Reçu soixante-quinze (75.-) euros

Le Releveur (signé): KIRSCH.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Rambrouch, le 19 décembre 2011.

Référence de publication: 2012002742/84.

(120000795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2012.